



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

2e ANNÉE

N. 8.

Novembre

Décembre 1895

BULLETIN

DE LA

Société d'Études coloniales

Secrétaire de la Rédaction

J. BEUCKMANS

SOMMAIRE

1. Rapport du Comité pour l'année 1895.
2. Les Îles Philippines, par G. De Lanza, ardois.
3. Liste des membres de la Société.
4. Table des matières.

SIEGE DE LA SOCIÉTÉ :

Hôtel Ravenstein, 11, Rue Ravenstein,

BRUXELLES.



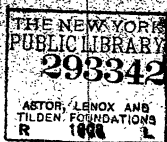
BRUXELLES

IMPRIMERIE A. LÉSGNE

Rue de la Charité, 22

1895

BE



RAPPORT DU COMITÉ

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 22 JANVIER 1897.

Conformément à l'article 35 des statuts, le Comité a l'honneur de présenter à l'assemblée générale son rapport annuel sur la situation de la Société, ses progrès et ses travaux.

Membres. — La Société se compose de 702 membres, dont 11 membres protecteurs.

Elle a reçu le vendredi 20 mars les capitaines Paul et Georges LEMARINEL, inspecteurs d'État, en séance solennelle et les a proclamés membres d'honneur. La réunion était honorée de la présence de S. A. R. le Prince ALBERT DE BELGIQUE.

Ressources. — La cotisation des membres effectifs s'élève à 6,910 francs. — Celle des membres protecteurs à 1,100 francs. — Les abonnements au *Bulletin* produisent 182 francs.

Conférences. — Les Sections d'études ont organisé les conférences suivantes :

M. VINCENT : *La Météorologie du Congo* ;

M. le docteur DRYEPOND : *La Climatologie du Congo* ;

M. le lieutenant GILMONT : *Le Mayumbe* ;

M. YVENS : *L'Afrique australe et la colonisation néerlandaise* ;

M. le capitaine d'état-major ROGET : *L'Armée congolaise* ;

M. le lieutenant DE LA KETHULLE DE RYHOVE : *Les Sultanats de Rafai et de Semio*.

Commissions. — Les Commissions du Vocabulaire et du Questionnaire juridique ont continué leurs travaux. Elles font appel au zèle des agents qui ont séjourné en Afrique et les prient

de bien vouloir faire parvenir à la Société d'Études coloniales les renseignements qu'ils pourraient posséder, soit sur les coutumes des indigènes, soit sur leurs dialectes.

Commission du Manuel du voyageur et du résident au Congo.

— Les travaux de cette commission se termineront prochainement. Les deux premiers tomes sont imprimés.

La commission a reconnu nécessaire de publier un troisième volume renfermant les renseignements techniques concernant le droit, la construction, le passage des rivières, l'art militaire, la photographie, la climatologie et la réunion des collections botaniques, zoologiques et minéralogiques.

L'impression de ce volume sera très prochainement terminée.

La Société d'Études coloniales prendra part au concours organisé par le comité de l'Exposition de Bruxelles pour le meilleur guide pratique et hygiénique à l'usage des résidents et des voyageurs au Congo.

Bibliothèque. — La bibliothèque s'est enrichie d'un nombre important d'ouvrages et de périodiques. La Société a obtenu l'échange de ses publications avec les principales sociétés coloniales et géographiques. Elle reçoit régulièrement les publications périodiques dont la liste est annexée au rapport.

Nous rappelons aux membres que la bibliothèque leur est ouverte de 10 heures à midi et de 2 à 5 heures du soir.

Section juridique. — Cette section a commencé l'étude des rapports juridiques entre les colonies et leur mère-patrie. Elle continue à réunir des renseignements sur les coutumes des peuplades congolaises.

Participation de la Société d'Études coloniales à l'Exposition de Bruxelles. — Mettre sous les yeux du public la population si bizarre et si variée des eaux du Congo, tel était le projet conçu par M. le colonel Dossy et qui sera réalisé cette année à l'Exposition de Bruxelles, sous les auspices de la Société d'Études coloniales. On y verra figurer, dans de vastes aquariums, des spécimens, conservés dans le formol, de la faune ichthyologique des rivières du Congo, depuis l'embouchure du fleuve, à Banane, jusqu'aux Stanley Falls.

MM. les lieutenants WILVERTH et DE BAUW se sont chargés de la pêche; M. DE PAUW s'est occupé de la conservation des poissons; M. DOLLO procédera à leur classification.

La Société adresse à ces Messieurs l'expression de sa reconnaissance pour le concours qu'ils ont bien voulu lui prêter.

École coloniale. — Vu la nécessité urgente de compléter ses services administratifs en Afrique, l'État du Congo a dû faire partir, dès leur désignation, tous les agents qu'il recrutait. Il leur était donc impossible de différer leur départ pour suivre les cours de l'école coloniale; ceux-ci ont, en conséquence, été ajournés.

Bulletin. — Notre *Bulletin* a publié, sur des sujets très variés, des articles remarquables. Parmi ceux qui ont paru cette année, nous citerons :

L'Évolution de la politique coloniale de la Hollande au XIV^e siècle, par M. DE LANNON;

Le Climat et l'Hygiène du Congo, par M. le docteur DRYEPONDY;

La British South Africa Company, par M. OLIVIER;

Les Marines marchandes belge et étrangères, par M. PLAS;

Le Commerce de l'État indépendant du Congo, par M. POURBAIX.

Dans le but de développer le goût des études coloniales, notre Société a décidé de créer une série de prix du montant de 100 francs, à décerner aux auteurs qui nous enverraient un article, agréé par le comité du *Bulletin*, sur un des sujets suivants :

1. Organisation judiciaire des colonies africaines.
2. Des rapports entre la législation coloniale et les coutumes locales.
3. Systèmes suivis dans les colonies africaines pour introduire progressivement parmi les indigènes l'application des dispositions légales concernant l'état civil et le mariage.
4. Quel est le régime foncier organisé dans les colonies africaines? Comment est protégée et consacrée légalement la propriété collective ou individuelle des indigènes? Des dispositions sont-elles édictées en matière de gages et d'hypothèque?

5. Quels sont les moyens employés dans les pays d'Europe pour développer la vocation coloniale? Quels sont les moyens à employer dans ce même but en Belgique? Examiner notamment la création d'écoles.

6. Systèmes d'éducation des jeunes noirs suivis par l'État et les missions.

7. Organisation militaire dans les colonies.

8. Utilité des irrigations en Afrique, tant pour la formation de prairies permanentes que pour le développement de certaines cultures. Moyens à employer pour créer ces irrigations.

9. Projet d'un établissement d'élevage dans le centre du Congo. Choix des terrains et des races.

10. Quelles sont les cultures industrielles à introduire au Congo?

11. Du reboisement au Congo.

12. Mode de culture, de récolte et d'expédition du café. Projet complet de l'établissement d'une colonie agricole ayant pour but principal la production du café.

MESSIEURS,

Notre rapport vous montre que notre Société poursuit ses travaux avec persévérance. Elle fait appel au dévouement de ses membres pour nous amener de nouveaux adhérents : leur concours nous permettrait de développer l'organisation des conférences, tout particulièrement en province. Il faudrait que la Belgique tout entière s'intéressât aux questions coloniales : il y va de son avenir.

Le Comité.

Bruxelles, le 10 décembre 1896.

LISTE

DES

publications périodiques reçues en échange du Bulletin
de la Société.

- 1 Bulletin de l'État indépendant du Congo, Bruxelles.
- 2 Recueil consulaire, Bruxelles.
- 3 Société Royale Belge de Géographie (bulletins), Bruxelles.
- 4 Le Mouvement géographique, Bruxelles.
- 5 La Belgique coloniale, Bruxelles.
- 6 Le Congo belge, Bruxelles.
- 7 Société de Géographie d'Anvers (bulletins).
- 8 Le Mouvement antiesclavagiste, Bruxelles.
- 9 Missions en Chine et au Congo, Scheut.
- 10 Précis historiques (missions belges), Bruxelles.
- 11 Les Missions d'Afrique, Malines.
- 12 Revue de Belgique, Bruxelles.
- 13 Revue de l'Université de Bruxelles.
- 14 Société belge des ingénieurs et industriels (bulletins).
- 15 Société libérale des sciences sociales, Gand.
- 16 Ciel et Terre, Bruxelles.
- 17 Publications du Cercle Africain, Bruxelles.
- 18 Maandelijksch Verslag van de Afrikaansche missien, Mechelen.
- 19 De Belgische Congo, Brussel.
- 20 Bulletin du Musée colonial, Haarlem.
- 21 Indisch Genootschap, Haarlem.
- 22 Société de Géographie (bulletins), Paris.
- 23 Société de Géographie (comptes rendus), Paris.
- 24 Société de Géographie commerciale, Paris.
- 25 Société de Géographie commerciale, Bordeaux.
- 26 Bulletin du Comité de l'Afrique française, Paris.
- 27 La France Extérieure (bulletin du Comité Duplex), Paris.
- 28 La Quinzaine coloniale (bulletin de l'Union française), Paris.
- 29 Revue générale des Sciences pures et appliquées, Paris.
- 30 The Geographical Journal, Londres.
- 31 Journal of the Royal Colonial Institute, Londres.
- 32 Journal of the Manchester Geographical society.

- 33 Libéria, Société coloniale américaine, New-York.
- 34 Jahrbuch der internationalen vereingung für vergleichende Rechts wissenschaft,
Berlin.
- 35 Mittheilungen der gesellschaft für vergleichende Rechts-und Staats wissenschaft,
Berlin.
- 36 Deutsche Kolonialzeitung, Berlin.
- 37 Geografia per Tutti, Milan.
- 38 Esplorazione commerciale, Milan.
- 39 Società africana d'Italia (bulletins).
- 40 Publications de l'Institut colonial international.

2
Leval (G de)

XX

LES ILES PHILIPPINES.

La nation ibérique était au zénith de sa gloire et de sa puissance politique quand l'esprit aventurier de ses fils arma les galions qui devaient porter aux confins du monde, en des terres jusqu'alors ignorées, le nom et la domination de l'Espagne.

Les découvertes de Christophe Colomb en 1492, les audacieuses croisières dans l'inconnu entreprises par Fernand Cortès et Blasco Nuñez de Balboa faisaient battre le cœur de la jeunesse madrilène et éveillaient en son âme des rêves de gloire et de bravoure qui trouvèrent un écho dans l'Escorial.

Le 10 avril 1495, le Roi d'Espagne publia un édit accordant des concessions considérables à ceux qui voulaient s'embarquer à la recherche de terres nouvelles.

Fernando Magellan répondit le premier à cet appel.

Noble Portugais de naissance, le navigateur audacieux, qui devait le premier contourner l'Amérique, eut avec joie réservé pour sa patrie les fruits de son étude et la gloire de ses découvertes, si celle-ci n'avait pas tout fait pour le détourner de la servir.

Et c'est alors que, naturalisé espagnol, le trapecier de Charles I^{er} flottant sur sa caravelle, il leva l'ancre dans le port de San Lucas de Barrameda le 10 août 1519.

Le 13 décembre il abordait à Rio de Janeiro, le 26 novembre 1520 il doublait le cap de Bonne-Espérance, enfin en mars, après avoir dû réprimer de sanglantes révoltes soulevées dans la flotte par Juan de Carthagène, il accostait au nord de Mindanao.

On était en semaine sainte : Magellan fit dresser un autel sur la grève, en face du navire, et la première messe — la messe de Pâques — fut célébrée sur le sol des Philippines.

Les indigènes ne se montrèrent nullement hostiles aux Européens, si bien que, piloté par un de leurs chefs, Magellan arriva à Cebu le 27 avril, y passa un traité avec le roi de la contrée, vit donner le baptême à des milliers de ses sujets captivés par les fastes du culte catholique, et finit par prendre possession formelle du territoire au nom de Charles I^{er}.

Magellan mort sur le sol qu'il avait conquis à l'Espagne, Ruy Lopez de Villalobos étendit les reconnaissances à d'autres îles de l'archipel, auxquelles, en l'honneur de Philippe, prince des Asturies, héritier présomptif du trône de Castille, futur Philippe II, il donna le nom d'îles Philippines, qui leur est resté.

Une troisième expédition, partant du Mexique et inspirée par la politique religieuse de Philippe II, amena à Cebu des prêtres augustins ayant à leur tête Urdaneta, ancien capitaine entré dans les ordres, suivis de quatre cents soldats et matelots commandés par Miguel Lopez de Legaspi, hardi navigateur basque.

Legaspi fit occuper de force la ville de Cebu, qu'il savait puissante, et peu à peu les indigènes firent leur soumission à l'Espagne, apportant à leurs nouveaux maîtres de l'or, des bois précieux et des essences. La domination espagnole s'étendit à toute l'île le jour où le roi Tupa accepta le baptême et donna sa fille en mariage à un capitaine castillan.

En 1570, Juan Salcedo, petit-fils de Legaspi, conquérait l'île de Luzon où régnait le rajah de Tondo, et telle était l'impression de force et de grandeur que donnait la poignée d'Européens sous les ordres du capitaine Salcedo, que le puissant rajah Soliman Lacandola et ses sujets se soumièrent sans combat. Manille cependant fut disputée à la pointe de l'épée. Les provinces de Batangas et l'île de Mindanao firent leur soumission. Manille fut déclarée capitale de l'archipel et les indigènes en acheverent de leurs mains la forteresse, commencée par Legaspi pour recevoir l'artillerie espagnole.

Et, comme si cette contrée nouvelle était jalouse de ses conquérants, Legaspi après Magellan vit la mort entraver ses projets de retour à la mère-patrie, au moment où toutes les provinces venaient d'être nominalemeut soumises à Philippe II.

A lire l'histoire de leurs exploits, ce qui semble avoir été l'idée maîtresse des premiers conquistadors espagnols, c'est moins la colonisation que la conquête.

A la mort de Legaspi, alors que la nouvelle de ses victoires était à peine parvenue à Madrid, Guido de Lavezare ne demanda-t-il pas à Philippe II l'autorisation de conquérir la Chine ?

Le noble hidalgo castillan brûlant de risquer sa fortune et sa vie à parcourir les mers inconnues à la recherche de mondes nouveaux ; mais, quand après mille dangers surmontés, ses galions accostaient la terre promise, sa colonisation, son exploitation commerciale et industrielle, son avenir pratique, tout cela était loin de sa pensée

pieuse et chevaleresque. Ce qu'il rêvait, lui, quand sous les gloires du soleil levant il voyait se détacher au lointain, sur l'azur des tropiques, la côte qu'attendait son impatiente ardeur. ce qu'il rêvait, c'était soumettre à sa religion et à sa patrie des territoires immenses, si nombreux et si grands que pour eux le soleil ne se couchât jamais. Et quand ses compagnons descendaient à terre avec lui, conquérant les villes à la pointe de l'épée, s'ils se battaient, s'ils souffraient. s'ils tombaient bravement, c'était pour la gloire de Dieu et du Roy!

Et si, malgré trois siècles de domination espagnole, les Philippines sont peut-être la colonie la plus arriérée qui soit et la moins productive pour la mère-patrie, si malgré le voisinage des possessions hollandaises si riches, si pratiquement organisées, les Philippines sont restées presque pauvres comme exploitation et faibles comme puissance, c'est que le castillan n'a guère changé!

..

Les îles Philippines, que Magellan appela « îles Saint-Lazare » et que les Chinois désignent sous le nom de « Luzones » constituent le plus riche des archipels de la Malaisie et couvrent une superficie égale au tiers de la péninsule ibérique.

Ses côtes sont baignées à l'ouest et au nord par la mer de Chine, à l'est par l'océan Pacifique, au sud par la mer de Célèbes et la mer de Iolo. L'Archipel s'étend sur 350 lieues du nord au sud, sur 230 lieues de l'est à l'ouest, et se compose de cinq groupes d'îles :

1. L'île *Luçon*, avec Manille pour capitale, et les îles voisines.
2. Les îles *Visayas*.
3. Les îles de la *Paragua* ou Palaouan.
4. L'île de *Mindanao*.
5. L'archipel de *Iolo* ou Soulou.

Terre volcanique par excellence, le sol de ces îles est très montagneux, ce qui rend difficile la création des routes; les tremblements de terre y sont si fréquents que les sismographes de l'Observatoire de Manille sont toujours en mouvement. En 1863 la capitale eut presque tous ses édifices détruits par d'épouvantables secousses.

Parmi les volcans qui répandirent la ruine et la mort dans la contrée celui de Mazon dominant le golfe d'Albay mérite une mention spéciale.

En 1766 il couvrit tout le pays de cendre brûlante et en 1814 il

ensevelit Daraga, crachant la cendrée avec une violence telle qu'à 335 kilomètres de là, Manille vit ses rues couvertes d'un demi-mètre de poussières volcaniques.

Les côtes de ces îles et leurs abords portent la même empreinte dure et sauvage.

Après avoir prudemment évité les bancs madréporiques qui constituent autour de l'Archipel comme une enceinte de récifs dangereux, le navigateur voit des courants bizarres, changeants, imprévus, entraîner son navire vers les côtes escarpées.

Mais s'il connaît les parages ou s'il est guidé par un des nombreux et excellents pilotes indigènes, il se gavera des dangers pour mettre le cap sur l'embouchure d'un des fleuves nombreux et magnifiques dont sont dotées surtout les îles Luçon et Mindanao.

Le Cagazan, Tajo ou Rio-Grande, coule entre deux cordillères de Luçon sur une longueur de plus de 350 kilomètres et s'unit à la mer par un estuaire large et très navigable.

L'Agua charrie de la poudre d'or.

Le Pampagnan forme un large estuaire près de Manille.

Le Passig n'est pas grand — 20 kilomètres au plus — mais il est l'émissaire d'un grand lac d'eau douce et Manille est bâtie sur ses bords.

Dans l'île de Mindanao nous rencontrons surtout l'Agusan et le Rio Grande de Mindanao.

Comme toute la région environnante, les Philippines ont un climat soumis entièrement aux moussons. Et comme presque toutes les îles de l'Archipel sont séparées en deux versants par des cordillères très élevées, il se fait cette chose singulière qu'à un même moment il y a pour les deux versants deux saisons différentes.

La pluie et la sécheresse se partagent par moitié l'année climatérique, de sorte que quand souffle le vent du côté contre lequel la cordillère protège la contrée, celle-ci a la saison sèche, tandis que sur l'autre versant la pluie fait rage.

La température moyenne varie entre 25 et 30° centigrades.

Les changements de saisons ne se passent point sans tempêtes et les livres de bord des vaisseaux croisant dans ces parages aux équilibres parlent éloquemment des épouvantables tempêtes, cyclones et typhons qui, particulièrement en 1882, désolèrent les côtes de l'Archipel.

Sauf certains points marécageux, les Philippines sont salubres : le choléra ne s'y est jamais développé spontanément, et, bien que les

Européens y soient parfois terrassés par l'anémie, la fièvre intermittente et la dysenterie, on peut dire que le blanc supporte bien le climat. Ainsi, en 1879, la garnison européenne de Manille, forte de 1,449 hommes ne subit que 11 décès.

Le sol des Philippines est d'une fertilité miraculeuse : les espèces les plus rares de la flore orientale s'y développent naturellement, le cocotier et le palmier y poussent spontanément; presque sans travail, l'agriculture donne des produits abondants et riches, et le fer, le charbon, le cuivre et l'or n'attendent que des bras disposés à en tirer parti.

On comprend devant cette richesse naturelle que l'Espagne ait considéré les Philippines comme un beau joyau de sa couronne!

Sur cette terre promise les plantes textiles sont si nombreuses qu'on a quelque embarras à en citer les plus belles espèces : le bejuco donne des fibres atteignant couramment 80 mètres. On imagine avec quelle facilité on en fait des cordages!

Le cabonégro et l'abacca fournissent les meilleures cables d'Amérique et d'Angleterre, alors que ces mêmes fibres d'abacca unies à la soie donnent un vêtement moelleux et d'une résistance merveilleuse.

Les forêts aux troncs séculaires, où les plantes des tropiques font un dôme enchanteur, offrent à la hache des arbres superbes pour constructions et navires et renferment plus de trente deux espèces de bois tinctoriaux.

Mais c'est l'agriculture, c'est la culture du riz, du tabac, du café, de la canne à sucre qui forme la ressource principale de la colonie. C'est à l'agriculture que les Philippines doivent leur relative prospérité et leur importance dans le trafic du monde.

Sans tenir compte de la nécessité de pourvoir par le trafic intérieur à la subsistance des 8,000,000 d'individus formant la population de l'Archipel, il faut remarquer que les 90 p. c. de l'exportation — représentant plus de 36,000,000 de piastres par an — se composent de matières premières de l'agriculture n'ayant reçu qu'une manipulation industrielle très rudimentaire. C'est aux produits agricoles que l'exportation se borne; le règne minéral n'a fait encore l'objet d'aucun trafic extérieur pas plus qu'il n'a créé d'industries à l'intérieur, bien que le sol renferme du charbon et du fer en grandes quantités.

La situation actuelle de l'agriculture n'est pas brillante, les sucres ont traversé et traversent encore une crise redoutable, les planta-

tions de café n'ont pas tenu ce qu'elles promettaient, et le malaise général est d'autant plus lourd et plus étendu qu'il est aggravé par la crise monétaire, par la baisse de l'argent. L'équivalence de valeur donnée à la piastre mexicaine si dépréciée et à la monnaie d'or a fait en dix ans baisser de 50 p. c. la richesse publique de la colonie. Le change est ruineux et fait perdre à l'importateur ce qu'il a gagné d'autre part en exportations.

Le territoire des Philippines a une étendue totale de 40 millions d'hectares, mais en en déduisant les forêts, les lacs, les marais et les cours d'eau il reste environ 25,000,000 d'hectares propres à la culture dont 10 p. c. seulement sont utilisés. L'indigène est généralement propriétaire d'un lopin de terre, car depuis un temps immémorial il a été considéré comme seigneur et maître du sol qu'il cultivait, et ce droit ne lui fut pas contesté par l'Espagne. Ce lopin de terre le nourrit, lui et sa famille, et ses désirs ne semblent pas aller au delà, tant est grande son indolence et son apathie pour le travail. Le Gouvernement a parfois essayé de secouer cette torpeur sans y réussir autrement qu'au moyen de corvées obligatoires.

La délimitation officielle des propriétés et l'établissement de registres terriens ont fait disparaître une foule de procès vexatoires, donné à la propriété foncière une stabilité et une sécurité plus grandes et permis au régime hypothécaire de prendre un développement jusqu'alors impossible.

Il a souvent été question d'introduire dans la colonie l'acte Torrens, pour permettre à la propriété foncière de revenir facilement entre les mains propres à la faire le mieux fructifier, mais jusqu'à ce jour la proposition n'a point été adoptée.

Les grands propriétaires n'exploitent généralement pas eux-mêmes leurs champs : ils traitent avec des fermiers à des conditions variant suivant la situation du sol et la nature de la culture. Pour les rizières, par exemple, le grand propriétaire donne au fermier la semence, les carabaos ou buffles du pays, les instruments de culture et le riz nécessaire à la subsistance du fermier et de sa famille. Souvent il paye encore certains frais inhérents à l'exploitation.

Quand la récolte est rentrée, le propriétaire se rembourse de ses avances et du fermage : le reliquat est ensuite partagé — soit en argent, soit en nature — entre propriétaire et fermier.

Il serait peut-être plus profitable pour le maître du sol et pour la prospérité générale de la colonie que le propriétaire exploitât lui-

même ses cultures. Mais il paraît que la question du travail rend toute autre solution très difficile aux Philippines à cause du caractère indolent des indigènes et de la mauvaise législation régissant le contrat de travail.

En effet, si le propriétaire veut lui-même exploiter ses terres, et, pour ce faire, engager des travailleurs indiens, ceux-ci posent comme condition primordiale que le maître paie leur impôt personnel et leur fasse une avance de fonds. Sinon, ils préfèrent ne pas travailler du tout. Or, à supposer que ce maître cède à leurs exigences, qui lui garantit que ces ouvriers travailleront comme il le voudra? qu'ils ne se laisseront pas rebuter par les difficultés? qu'ils ne quitteront pas les champs au moment critique pour ne plus vouloir y retourner, compromettant ainsi toute la récolte? Car, remarquons-le, le maître n'aura dans ce cas aucun recours légal! L'indien étant insolvable, lui réclamer une indemnité serait dérisoire, et le code n'obligeant pas l'indigène à prêter en travail ce qu'il ne peut payer en argent à ses créanciers, ceux-ci n'ont donc pour toute garantie que sa problématique honnêteté!

En Europe la question du travail est posée par les ouvriers qui en demandent sans pouvoir en obtenir; aux Philippines elle est posée par le grand cultivateur qui en offre sans qu'on l'accepte! C'est que l'indien n'a que peu de désirs et peu de besoins; cultiver son lopin de terre lui suffit, pourvu qu'il lui reste un petit reliquat pour se vêtir et parier sur les combats de coqs, ces corridas des Philippines.

Et ce n'est en réalité que quand il a perdu au jeu le produit de la culture nécessaire à sa subsistance, ce n'est que quand les créanciers le harcèlent de toutes parts et que le receveur des impôts le menace que l'indigène se résout à faire le sacrifice de son indolente mollesse et qu'il s'engage comme travailleur agricole. Ce sont même — détail typique — les receveurs d'impôts surtout qui font l'office d'agents du travail pour les grands cultivateurs. Ils amènent l'indien endetté au maître, celui-ci l'engage et paie l'impôt au receveur, avec une avance faite sur le salaire, de sorte que tous trois, planteur, receveur et ouvrier y trouvent leur profit!

Mais on conçoit qu'un régime aussi difficile et aussi chanceux ne tente guère les planteurs et que la grande industrie agricole n'est pas encore près de fleurir aux Philippines tant que cette situation perdurera.

Le riz, nourriture nationale et presque exclusive des indiens, forme la base des cultures de la colonie. On en cultive plus de

60 variétés et la fécondité de cette graminée est en proportion avec sa variété. Un hectolitre en produit 40 à 60 et donne un rendement de 100 à 200 p. c. !

Et cependant, Dieu sait dans quelles conditions déplorables se poursuit cette culture ! L'indigène ne fertilise pas la terre ; quand ce sont des terrains d'irrigation ils sont à peine labourés ; les champs ne sont jamais sarclés ; dans les terrains secs on ne laboure pas et on ne fait pas de semailles préparatoires pour transplanter les plants.

La récolte se fait tige par tige ; il a été impossible de faire accepter à l'indien la faux ou la faucille ; on réunit ces tiges en gerbes, on élève des meules à l'air libre, souvent sans prendre garde à la non maturité des graminées ce qui amène inévitablement la fermentation et la perte de tout le lot.

Le cultivateur se contente de battre le riz au fur et à mesure de ses besoins, et il en pile pour deux ou trois jours dans des mortiers de bois nommés « luzones » d'où le nom donné par les Chinois à l'île principale de l'Archipel.

Comme ce travail est aussi ardu que peu lucratif à cause de sa mauvaise organisation, ceux d'entre les cultivateurs qui plantent le tabac et le café préfèrent acheter la quantité de riz nécessaire à leur alimentation. De là ce phénomène — qui démontre à lui seul la mauvaise organisation du travail agricole — de là l'importation aux Philippines pour 3 à 6,000,000 de piastres par an de riz de Saïgon, de Singapour et du Siam, revenant au même prix que celui cultivé dans la colonie même !

Des rizeries installées par des industriels compétents, qui feraient ainsi bénéficier indirectement les masses d'un progrès et d'une exploitation rationnelle, feraient certes d'excellentes affaires, à en juger par l'exemple donné par une maison anglaise, Smith Bell et C^o, de plus en plus florissante.

Il y a une quinzaine d'années la culture de la *canne à sucre* était très développée, mais depuis elle a cédé le pas aux cultures d'abacca, on chanvre de Manille et de tabac. Aujourd'hui l'industrie sucrière est à l'agonie aux Philippines, suivant la même marche descendante que l'indigo jadis si productif. Et le cause en est presque la même ; alors que dans les autres colonies les procédés d'extraction, de transformation et d'exploitation se perfectionnent, alors qu'on y introduit toutes les modifications préconisées en Europe, aux Philippines la routine administrative ne fait rien ou fort peu et les indigènes ne savent ou ne veulent pas changer leurs *défectueux systé-*

mes. La qualité du produit au lieu de s'améliorer, souvent même ne se maintient pas, ce qui fait qu'à prix même supérieur on préfère les sucres de Java, des Indes orientales et des Antilles. En effet, le sucre des Philippines est très impur, contient une grande quantité de mélasse et d'acide végétal souvent en fermentation, ce qui dans les raffineries occasionne une grande perte de substance saccharine cristallisable.

Deux récoltes mauvaises, la crise monétaire avec son change ruineux joints à l'énorme extension que prend la culture de la betterave sucrière protégée par des primes d'exportation très fortes dans les pays producteurs, auront vite fait de réduire à rien l'industrie sucrière aux Philippines. Pour la maintenir encore à moitié vivace, il faudrait sans tarder améliorer les modes de production et raffiner à Manille même, afin de ne pas devoir payer un frêt important pour de l'inutile mélasse.

Le *tabac* a de tous temps été pour les Philippines la source principale de la richesse publique. C'est au tabac que la mère-patrie a surtout demandé la rémunération de son influence colonisatrice, afin de remplir les caisses *d'un trésor toujours avide*.

Ce n'est qu'en 1781, pendant le gouvernement général de José Basco et Vargas, que l'Espagne songea à frapper cette culture d'un monopole, déprimant pour l'essor agricole, mais si productif pour la mère-patrie qu'il paya la moitié des frais de la colonie jusqu'en 1882 où ce monopole fut aboli.

On a souvent vanté — et avec raison — la clémence et la faiblesse même de la mère patrie dans ses rapports avec les indigènes, mais cette clémence, cette faiblesse, s'arrêtent devant la question des tabacs.

Les instructions générales pour la direction et l'administration des revenus coloniaux d'Espagne montrent avec quelle rigueur on entendait protéger le monopole de l'état.

Le gouvernement, disait-on avant 1882, prend à l'indigène la grande part du champ qu'il cultive pour ses besoins et le force sous menace de châtement à y planter le tabac.

Ceci ne serait après tout qu'une mesure utile à la bonne colonisation si elle était bien exécutée, et si du moins l'indigène obtenait pour son travail et l'usage de son champ une juste indemnité, car la culture de tabac demande beaucoup de soins, beaucoup de temps. Mais non : le gouverneur fixe seul et sans appel le prix auquel l'indigène lui vendra et sera obligé de lui vendre son tabac, aussi arbi-

trairement il classe les feuilles, suivant la table qui lui plait, en différentes catégories, et il interdit sous les peines les plus sévères de vendre à n'importe qui cette plante monopolisée, de la cultiver clandestinement ou de se soustraire à l'obligation de la culture.

En somme, ces mesures tout injustes et rigoureuses qu'elles soient, pouvaient au moins permettre à l'indigène travailleur de se créer quelque ressource en soignant la bonne qualité de ses plantations, afin d'obtenir une prime plus élevée. Et l'ordonnance eut ainsi relevé la culture même, en améliorant le produit. Mais il arriva que le trésor fut pauvre, que le gouvernement dut demander crédit à ces malheureux planteurs pour le paiement du tabac qu'ils lui avaient cependant vendu à un prix dérisoire, et alors ce fut la ruine, la ruine de la culture avec la ruine de l'influence européenne.

En effet, le jour où le Gouvernement, à ces pauvres indiens déjà endettés, remit au lieu de piastres d'argent une espèce de papier monnaie payable à terme, ce jour là c'en fût fait. Des corsaires de la finance inondèrent le pays, rachetant à vil prix ces promesses gouvernementales dont l'indien était heureux d'obtenir quelque chose; ce jour là, les créanciers de cultivateurs, presque certains de voir leur créance perdue et l'insolvabilité du pays aller crescendo, saisirent tout. Et l'année d'après, l'indigène ruiné, découragé, exploité, traqué par l'impôt, s'il cultivait encore la plante haïe pour échapper aux châtimens corporels, le faisait avec l'indifférence de l'ouvrier sentant son salaire lui échapper.

Le Gouvernement, comprenant que cet état d'âme devait inévitablement aboutir à la révolte et à la perte de la colonie — financièrement parlant du moins — essaya de réagir.

Il rappela l'existence d'un édit de Charles III rendant l'indigène insaisissable pour toute dette dépassant 5 piastres et offrit au cultivateur de payer pour lui cette somme à son débiteur et de lui faire l'avance des instruments agricoles, s'il voulait émigrer dans telle province où l'on manquait de bras pour la culture du tabac.

Disons de suite que la mesure n'obtint aucun succès. Plusieurs indiens profitèrent sans doute de l'aubaine, se firent payer leurs dettes, émigrèrent, mais tôt ou tard, découragés à nouveau, travaillèrent mal ou ne travaillèrent plus.

De nombreux rapports avaient déjà signalé à Madrid, la situation déplorable et prévu le danger croissant où le mécontentement des indiens allait entraîner le Gouvernement. Après s'être refusé à ouvrir les yeux, le parti espagnol comprit finalement qu'il était

temps de s'incliner, et l'ordre vint à Manille, en 1882, d'abolir le monopole du tabac.

Sans doute, les finances coloniales s'en ressentirent au premier moment, puisqu'elles avaient profité si longtemps d'un prix factice que l'ordre économique des choses devait fatalement régulariser, sans doute MM. les fonctionnaires s'en ressentirent aussi, eux qui avaient souvent entre le prix d'achat réel et le prix d'achat officiel du tabac, trouvé place pour glisser leur intérêt bien entendu! Mais au moins les millions d'indigènes sentirent dès cet instant un lourd fardeau enlevé de leurs épaules, l'abattement général disparut, tout le monde travailleur reprit courage, l'horizon politique s'éclaircit de nouveau et la culture s'améliora.

Aussitôt des fabriques de cigares s'élevèrent à Manille et on province, cette industrie prenant un développement tel qu'en quelques années l'exportation augmentait de plus de 25,000,000 de cigares par an.

De 82 à 89,000,000 de cigares exportés en 1880 et 1881, on arriva à 109 et 121,000,000 en 1888 et 1889.

La culture profita naturellement aussi de ce développement et au lieu d'exporter, comme en 1881, 7,027 tonnes de tabac en feuilles on en exporta 10,229 tonnes en 1888.

Quant à la qualité du tabac des Philippines, on ne peut pas sans doute l'assimiler à l'incomparable Vuelta de Abajo de Cuba, mais une culture de plus en plus soignée, une sélection sévère dans le choix des feuilles, d'heureuses transplantations des espèces les meilleures de Cuba, et quelques encouragements de la métropole rapprocheront de plus en plus le manille des meilleurs tabacs connus.

La destruction des plantations cubaines par les insurgés permettra aux Philippines si elles savent en profiter, de mieux faire apprécier en Europe et en Amérique leurs marques les plus recherchées et d'ouvrir pour toutes de nouveaux et grands débouchés commerciaux.

Les récoltes ont été fort améliorées grâce à la Compagnie générale des tabacs des Philippines, fondée à Manille par des capitaux espagnols, et dont la sage administration et l'expérience entendue ramèneront la prospérité dans la culture du tabac, pourvu que l'insurrection actuelle ne vienne pas décourager ses efforts en ruinant les facteurs du progrès au moment où ils vont en faire profiter la colonie.

Le café a beaucoup été cultivé aux Philippines depuis quelques années, mais comme cette culture demande quatre à cinq ans de

crédit pour faire fructifier le capital y consacré, seuls les métiers et les indiens riches s'y adonnent et ils manquent de l'énergie nécessaire pour la faire progresser. L'exportation du café, qui s'élevait à 116.000 piculs en 1886, est descendue à 3.000 piculs (environ 62 kil.) en 1895.

L'importance de ce commerce tend donc à suivre celui du sucre dans sa marche rétrograde.

Peut-être pourrait-on accuser de ce malaise du commerce de produits aussi importants le régime douanier de la colonie, qui crée des ressources aux Espagnols en protégeant, outre mesure, le trafic sous pavillon national, et en favorisant l'importation aux Philippines de marchandises venant d'Espagne, alors que celles allant de Manille vers la mère-patrie ne jouissent pas de la même faveur.

Les tarifs différentiels sont une cause première de la révolte cubaine et les griefs qu'ils y ont soulevés depuis longtemps les feront sans doute condamner finalement par la mère-patrie, dans toutes ses possessions, en même temps que les droits de sortie exagérés qui frappent les produits coloniaux dans de telles proportions que leur essor est forcément entravé.

Comme l'a dit fort bien M. Daniel Bellet, dans un article du *Moniteur des Intérêts Matériels* (20 décembre 1896) : « Ce n'est pas à une agriculture et une industrie naissantes comme celles des Philippines qu'on peut impunément faire supporter un régime qui en tuerait d'autrement robustes. Au reste, les mesures fiscales de ce genre ont déjà malheureusement fait leurs preuves aux Philippines : les augmentations successives introduites depuis six années au tarif des douanes, surtaxe de 50 p. c. sur les droits d'importation, puis régularisation du dit tarif, tout cela a entraîné de funestes conséquences.

» Sans doute, de 1893 à 1894 le chiffre du commerce extérieur s'est sensiblement élevé, mais c'est à l'exportation qu'on le doit ; il y a eu plus de demandes des principaux pays par suite de la baisse des prix... Mais le mouvement général reste stationnaire et ne répond nullement aux richesses naturelles que possèdent les Philippines. Un chiffre d'affaires de quelque 300 millions de francs pour une population de près de 9 millions d'âmes est réellement très faible. »

Avec le régime douanier, il faut surtout rendre responsable de la triste situation du commerce des Philippines la rapacité des exploitants qui recherchent surtout un gain immédiat, sans trop se soucier de la durée probable d'un pareil système d'épuisement.

Sous toutes les latitudes, les lois économiques et commerciales ont leurs exigences et leur violation volontaire ou involontaire entraîne fatalement à la ruine ceux qui, aveuglés par le désir d'un profit immédiat, n'ont pas voulu les respecter patiemment.

De nombreuses sources de richesses autres que celles dont nous avons parlé existent aux Philippines : le chanvre prend un développement considérable, le thé, la gomme, l'huile de cacao, le bambou, les différents fruits, les tropiques font l'objet de nombreuses transactions.

Mais leur analyse trouverait mieux sa place dans un rapport purement commercial et nous avons hâte de quitter les plantations pour nous occuper des planteurs et suivre dans leur marche politique et sociale les diverses peuplades que les conquérants espagnols trouvèrent aux Philippines.

« Les premiers habitants de l'archipel indien — dit l'amiral Jurien de la Gravière — ont dû être les hideuses peuplades au teint d'ébène, aux cheveux laineux, qui occupent encore sans partage les îles de la Papouasie. La lente succession des siècles avait dispersé la famille indo-chinoise sur les bords du continent asiatique. Des convulsions intérieures auront obligé ces tribus sémitiques à franchir la mer de Formose et le détroit de Malacca. Les peuplades noires ont reculé devant ce double torrent. Dans l'île de Java, les premiers possesseurs du sol ont complètement disparu : l'inondation sur ce point fut assez puissante pour les submerger. Dans l'île de Luçon, au contraire, dans celle de Mindanao, dans le groupe intermédiaire auquel les Espagnols ont imposé le nom de Visayas, l'invasion n'arriva qu'affaiblie par la distance trop considérable du continent asiatique : aussi retrouve-t-on, dans cette partie de l'Archipel, les débris des tribus primitives errant encore au milieu des forêts leur servant de refuge. A Java comme à Luçon, les migrations conquérantes comptaient plus de guerriers que de femmes : il fallut que les fils de Sem mêlassent leur sang à celui des filles de Cham ; de ce mélange est sortie, selon moi, la race malaise au teint cuivré, à la face mongole. »

C'est à ces peuplades sauvages, où avait cependant déjà pénétré le fanatisme de l'Islam et la superbe indifférence des religions brahmanes, que Légaspi apporta, en 1564, les premières paroles de civilisation occidentale.

Les peuplades musulmanes se retirèrent dans l'intérieur de Mindanao, de Parangua et de Lolo; quelques tribus farouches se réfugièrent comme elles vers le centre des îles, se refusant à courber le front sous le joug de l'envahisseur, mais la plupart des peuplades s'inclinèrent, de sorte qu'à la mort de Legaspi tout l'Archipel était nominalement soumis à l'Espagne.

Les circonstances politiques et le caractère des indigènes favorisèrent du reste singulièrement cette rapide conquête. Les Espagnols ne trouvèrent aucune dynastie, aucun royaume puissant à renverser; aucune caste religieuse n'était assez prépondérante pour s'opposer à l'évangélisation chrétienne; ils n'eurent même pas à compter avec un sentiment de fierté nationale, ces peuplades de mœurs et de croyances différentes n'obéissant qu'à des chefs de tribus, autoritaires, mais peu unis entre eux.

Ils trouvèrent, surtout sur les côtes, des villages nombreux et paisibles, créations d'anciens chefs de pirates dont la barque — barangay — avait accosté là, et dont l'équipage avait élevé cet assemblage de huttes, organisation primitive de la communauté.

La population se divisait en trois classes : la noblesse, les Timayas ou plébeiens et les esclaves.

Les Espagnols brisèrent l'arrogance des chefs de tribu et abolirent l'esclavage. Tous les ans débarquèrent aux Philippines des religieux d'Espagne, des fonctionnaires et des soldats, trouvant tous leur profit dans le trafic avec la Chine. La réunion du Portugal à l'Espagne ajouta à la puissance de la colonie et lui donna un éclat qu'elle n'atteignit plus depuis 1640. Tel était alors le prestige du gouverneur des Philippines que le roi de Cambodge se flattait d'être son allié et que les rois de la Chine et du Japon s'honoraient de son amitié. Il avait le droit de faire la guerre et la paix sans en référer à Madrid.

Mais dès 1610, on se plaint déjà de l'influence des Pays-Bas, dont la politique dans ces lointains parages se venge des coups de Philippe II.

Depuis lors, la perte des colonies portugaises aidant, si la religion chrétienne se développa aux Philippines, la richesse et la gloire qu'en tirait l'Espagne s'affaiblirent de jour en jour.

Aujourd'hui, la colonie appauvrie se débat dans une lutte d'indépendance pour laquelle le passé l'a mal préparée.

La population — les Européens exceptés — peut se diviser en quatre groupes : les indigènes indiens catholiques, c'est-à-dire

soumis à l'Espagne, les indigènes *non soumis* (Negritos, Igorotes, etc.), qu'on désigne sous le nom d'Infidèles, les *Musulmans* et les *Métis*, fils d'Européens et d'Indiennes ou fils de Chinois et Indiennes (Sangleyes). En tout, la population s'élève à 8 millions 800,000 individus dont 16 000 Européens et 180,000 Chinois et Japonais.

Les *Indiens insoumis* ont le caractère doux et paisible. Ils vivent de peu, retirés dans les forêts ou dans les cordillères à l'accès difficile, professent un culte idolâtre, mais ont la croyance en l'immortalité de l'âme et le respect des morts. Ils ne sont pas rebelles au travail, mais leur âme fière et indépendante se refuse à obéir à des règles rigides. Ils ne reconnaissent aucun maître et ne montrent aucune hostilité non provoquée.

Les *Musulmans*, au contraire, cantonnés dans les îles Mindanao et Jolo sont ouvertement hostiles à toute peuplade qui n'a pas embrassé le culte de l'Islam. Ils ont leurs institutions propres, leurs lois, leurs privilèges, qu'ils défendent avec une énergie sauvage. Sans doute ils sont nominalement soumis à l'Espagne et la mère-patrie donne l'investiture à leurs sultans, mais ces messages d'Espagne sont toujours entourés de diplomatie gracieuseté! Si jamais à Madrid on avait des velléités de refuser l'investiture au sultan désigné, si jamais le gouvernement faisait mine de retirer un privilège ou d'imposer une contrainte nouvelle à ces fanatiques musulmans, leurs peuplades guerrières se soulèveraient comme un seul homme, prêtes à mourir pour la cause de Mahomet.

A maintes reprises, le gouverneur général dut dégarnir les forts de Manille pour envoyer ses troupes combattre des insurgés musulmans; on signala quelques victoires, on eut les défaites et chacun se retira. Mais, comme sur d'autres points du globe, l'Islam a des retranchements irréductibles, où il se retire pour revenir plus violent, plus menaçant que jamais.

Et chose singulière! ces tribus musulmanes qui méprisent les indiens catholiques et ne manquent pas une occasion de leur faire la guerre, sont de la même race que ces derniers! Le même sang coule dans leurs veines, ils avaient les mêmes mœurs et les mêmes croyances idolâtres en partage! Aujourd'hui, ils forment un état dans l'état, refusant de se mêler aux manifestations étrangères ou indiennes et gardant avec un soin jaloux les traditions du Coran. Et ces tribus, jadis paisibles et douces comme le sont restés les Negritos, sont devenues féroces et guerrières, comme si l'Islam

avait mis dans leur âme avec sa doctrine religieuse, des ferments de haine et des désirs sanguinaires. Jusqu'en ces dernières années encore ils faisaient de fréquentes incursions dans les îles Visagas, arrachant à leurs foyers des centaines d'indiens — leurs anciens frères! — pour les réduire à un esclavage impitoyable que l'Espagne n'a jamais pu jusqu'ici abolir victorieusement chez eux.

L'Indien les craint plus que tout au monde, leur seule apparition le met en fuite. Si l'Espagne un jour, ne pouvant faire face à une révolte indienne, ne craignait pas de faire appel à ces armées fanatiques, sans le moindre doute la révolte tomberait d'elle-même. Mais peut-être la victoire coûterait-elle trop cher au trésor castillan!

Les *Indiens soumis*, forment la grande majorité des habitants de l'Archipel (5,000,000). Tous sont catholiques, c'est-à-dire tous sont baptisés tels, mais on verserait dans une erreur singulière en comparant leur croyance à la nôtre. Ce qui les attire et les conquiert, c'est moins le dogme que ses fastes, c'est moins le mystère du culte que ses processions. Ils renonceront plutôt à tel dogme de foi que de quitter leur scapulaire qui leur paraît une amulette. Il faut les étudier loin des villes, là, où l'influence européenne est nulle ou minime, pour bien juger leur caractère. Leur figure catonienne, leur gravité, leur contenance placide tromperaient plus d'un psychologue, dit un des auteurs qui les étudia de très près. Le défunt curé d'Alamino, franciscain d'Espagne, qui passa un demi-siècle avec eux dans la province de Batangas a laissé un précieux manuscrit traitant du caractère indien. L'indigène — écrit-il — est un phénomène incompréhensible; jamais on n'a pu saisir le ressort qui faisait mouvoir ses actions, jamais on n'a pu pénétrer le secret mobile de sa conduite bizarre et sans doute on ne le connaîtra jamais.

C'est le sphynx mystérieux dont l'énigme est insoluble, la solution demeurant enfouie dans l'âme même du peuple.

Pendant des années un serviteur tagal servira son maître avec affection et dévouement puis, un jour, soudainement, il l'assassinera, lui et sa famille. Le prend-on sur le fait, il dira : « j'avais la tête chaude », l'arrête-t-on sur le seuil du méfait, il sera comme tous les faibles, lâche, menteur et délateur.

Il est hostile au progrès, à moins que son intérêt ne lui soit clairement démontré. Ainsi que d'autres races encore, il ne comprend pas la générosité : une concession qu'on lui fait par pur esprit d'équité lui semble aussitôt de la faiblesse.

Foreman raconte que si à un portefaix vous offrez vingt cents, prix du tarif, il s'en ira content; mais, si un sentiment de charité vous incite à lui offrir pour ce même service trente cents, aussitôt il en réclamera furieusement quarante!

Le mot merci — banni, il est vrai, du cœur de bien des civilisés — n'existe même pas dans le dialecte des Visayas.

Une dette paraît à ces tagals un ennui, mais non pas une charge humiliante. Ils emprunteront pour émerveiller un voisin par quelque repas somptueux, alors qu'ils sont déjà minés de dettes criardes.

Ils ne rendent la chose prêtée que quand on la leur réclame à diverses reprises. (Il est vrai qu'il n'est pas nécessaire d'aller aux Philippines pour rencontrer un pareil détachement!) Mais au moins, s'ils ne payent pas toujours leurs dettes on pourrait mettre sur leurs lèvres la phrase de Beaumarchais : « J'aime mieux vous les devoir toute ma vie, que les nier un seul instant. »

S'ils volent, rarement leur larcin dépasse leur besoin immédiat.

Jamais ils n'ont montré de réel attachement pour l'Européen. Les Visayas en particulier le « supportent » avec résignation; ils affectent du reste un certain stoïcisme et restent froids devant toute calamité. Dans certaines contrées on regarde l'espagnol comme un esprit démoniaque et presque partout, quand un moutard pleure et que tout moyen de le réduire au silence est vain, la menace de « Castilla! » (européen) le fait taire.

L'indigène des Philippines est un bon imitateur : ses produits artistiques ne manquent pas de finesse, mais c'est toujours le même modèle, légué par les ancêtres, qui est reproduit. Bon époux, bon fils, l'indien, si jaloux de sa femme, ne se préoccupe point de la vertu de sa fille : c'est un honneur pour la famille de celle-ci quand un européen jette sur elle un regard aimable.

Les indiens adorent les discussions et le trop-plein du barreau belge ne suffirait pas à plaider toutes les causes que l'esprit de chicane suscite aux Philippines.

Mais si l'indigène a des défauts, il a des qualités maîtresses, au premier rang desquelles il faut ranger l'hospitalité la plus large. Jamais le voyageur, errant dans les immenses étendues à demi-sauvages, ne doit s'inquiéter de trouver un gîte. Partout il est reçu avec affabilité : on lui cède les meilleures places, on lui sert les mets les meilleurs. L'indigène est aussi très serviable, habile à exercer toutes sortes de professions et, nous l'avons dit, s'il n'aime pas toujours payer ses dettes, au moins il ne les nie jamais.

D'un tempérament assez courageux, le tagal fait un bon soldat et, bien conduit, il ne recule pas devant l'ennemi. Mais, s'il se sent mal soutenu ou s'il a l'impression que l'adversaire est d'une grande supériorité, il est prêt à jeter les armes.

On a pu admirer la valeur martiale de ces troupes quand un contingent tagal aida la France au Tonkin. Au milieu de la mêlée, les indiens enlevèrent leurs souliers, et nu-pieds comme des sauvages, se ruèrent à l'assaut avec un courage magnifique.

Mais ce qui manque au caractère de tous les indigènes, ce qui a tant facilité leur asservissement et jusqu'ici fait échouer leurs diverses tentatives de révolte, c'est l'esprit d'organisation, ces peuplades, qui jamais n'ont formé et ne formeront un peuple, ont été jusqu'à ce jour inhabiles à rassembler les tronçons épars dont la révolte ferait une arme redoutable, — et c'est tant mieux pour l'avenir même de l'Archipel, dont la civilisation n'est pas assez avancée pour se passer de la tutelle espagnole. Abandonnée à ses seules forces, la colonie retomberait dans la barbarie, jusqu'à ce qu'une autre puissance vienne se l'annexer, et celle-ci n'aurait sans doute pas la clémence de l'Espagne.

Les tentatives de révoltes pour secouer le joug espagnol furent cependant nombreuses, provoquées par l'incurie, l'autocratie, l'injustice et l'intolérance des fonctionnaires espagnols, fautes habilement exploitées par les métis.

Ces *métis*, qui forment le quatrième groupe, dont il nous reste à parler, constituent l'élément le plus intelligent, le plus riche, le plus remuant, le plus important au point de vue des insurrections.

Avec le sang européen coule dans leurs veines l'ambition d'égaliser partout les fils de l'Espagne, la douleur amère de se les voir encore partout préférer, le rêve de rompre les liens rattachant leur patrie à Madrid, et la volonté persévérante de conquérir, avec l'indépendance, la direction politique, législative, judiciaire et administrative de ce riche archipel, tant et si mal exploité par le fonctionnaire castillan.

Ils connaissent, les métis, les faiblesses des blancs qu'ils ont étudié de près, ils connaissent les bilans de la colonisation, ils souffrent de voir leur budget ne servir qu'à maintenir en place souvent d'incapables pillards, alors qu'eux sont toujours et partout relégués au second plan.

L'Espagne a commis une faute, dit-on, en ouvrant à ces métis ambitieux toutes les carrières pour les y arrêter à mi-chemin ;

c'était leur imposer un supplice de Tantale trop violent pour qu'ils s'y soumissent docilement. Il eût mieux valu leur fermer les carrières dont on ne voulait pas les voir atteindre le sommet quelles que fussent leurs aptitudes. Pourquoi leur ouvrir les rangs de l'armée et leur refuser le droit d'être officier ? Pourquoi leur ouvrir les portes du barreau et leur fermer celles de la magistrature ? Pourquoi les introduire dans la hiérarchie politico-civile et leur refuser tous les postes importants ? Pourquoi leur donner l'instruction religieuse pour en faire des vicaires et leur enlever les cures ?

Cette injustice, rendue d'autant plus tangible et cruelle que les postes enviés étaient souvent la proie d'Européens incapables, rapaces et tyranniques, cette injustice devait nécessairement créer une jalousie, une haine féroce contre les Espagnols.

Ce sentiment qui, isolé, n'eût pas eu le pouvoir d'entraîner les masses dans un torrent révolutionnaire, fut propagé partout dans les tribus indigènes par ceux-là mêmes qui étaient le mieux placés pour parler à la foule avec autorité : les prêtres indigènes ou métis.

Ah ! on leur refusait tout pouvoir, on les voulait maintenir éternellement sous la domination des évêques et des moines venus d'Espagne. Ah ! on les voulait éternellement humilier parce que métis ou indigènes : eh bien, non, cela ne durerait pas !

Et c'est ainsi que les relations nouées au séminaire par les novices indigènes, devinrent la base d'une vaste franc-maçonnerie secrètement anti-espagnole. Extérieurement soumis avec humilité aux ordres religieux venus de la Péninsule ibérique, ces jeunes prêtres en relation constante entre-eux, en rapport direct avec les populations du même sang que le leur, organisèrent secrètement la résistance. Catholiques, mais non Espagnols, oublieux des sacrifices que l'Espagne a faits pour eux, ils n'avaient aucun scrupule à travailler à affranchir leurs ouailles d'un joug qu'ils trouvaient trop pesant.

Si à ce moment l'Espagne leur avait accordé quelques droits, faisant fléchir leur sourde rancune devant la satisfaction de leur amour-propre, afin de reprendre en main les fils de cette trame qui lui glissaient entre les doigts, tout eût encore pu être sauvé. Mais au lieu de cela, les vexations redoublèrent comme pour jeter à plaisir de l'huile sur le feu : les moines franciscains et les autres religieux espagnols, toujours plus puissants, toujours plus nombreux, toujours plus riches, voyaient toutes les faveurs leur échoir en partage, les prêtres métis et indigènes au contraire, toutes les avanies leur tomber à charge. Les rivalités allèrent croissant, confondant

malheureusement et à tort les ordres religieux avec tout ce qui venait d'Europe dans une même haine jalouse. Et de Manille, des évêchés, partaient des mandements faits pour exaspérer davantage encore les indiens.

A Molo pour ne donner qu'un exemple que notre consul à Manille, M. André, nous citait entre mille, les indigènes et les métis se cotisèrent pour agrandir notablement leur église desservie par un curé indien. Au prix des plus grands sacrifices, — tout l'avoir du curé y passa — la nouvelle construction fut élevée et achevée. On allait l'inaugurer, et le brave prêtre se réjouissait déjà de pouvoir enfin bénir l'église, quand un ordre de l'évêché arriva à Molo enlevant la cure à l'indigène pour la donner à un Espagnol. C'en était trop : l'Indien refusa de se soumettre, l'Espagnol se fit casser la tête avec un banc d'église et la révolte éclata. L'insurrection fut devenue générale si l'évêché, comprenant un peu tard sa faute, ne s'était incliné.

Les métis tirent naturellement parti de chacune de ces maladresses pour influencer les indigènes, pour les encourager à se soulever contre ces « tyrans » d'Espagne ; c'est ainsi que de jour en jour et sans bruit, la révolte gagne des adhérents, profite des jalousies religieuses pour détacher les prêtres indigènes de leurs évêques eupéens et miner lentement ce sol où la rapacité, les voleries, les exécutions arbitraires et l'intolérance de quelques fonctionnaires maladroits ont déjà creusé mainte fondrière.

Nombreuses furent les tentatives d'insurrection en ce siècle.

En 1872 il s'en fallut de bien peu que tous les Européens ne fussent massacrés.

Sans qu'aucun signe fût venu trahir leur dessein, un dimanche soir, la garnison de Cavite, port militaire des Philippines près de Manille, se mutina, tua ses officiers et au même instant tout autour de la capitale des signaux lumineux percèrent l'ombre de la nuit appelant les indigènes à l'assaut de la ville.

Mais à Manille même, où on venait de terminer une fête champêtre par un feu d'artifice dont les fusées avaient été par les conjurés prises par erreur pour le signal de la révolte, à Manille on ne comprit rien aux signaux d'alentour, et la garnison resta fidèlement sous les armes. Sans cette méprise, sans ce manque d'entente c'en était totalement fait des Européens ! Sans doute on se rendit bientôt maître de cette insurrection ratée, mais il n'en resta pas moins établi — et l'Espagne a dû méditer la leçon — que sous des apparences

d'apathie et de soumission, les indigènes dirigés par les métis avaient le cœur chaud pour la cause de l'indépendance et la force morale de ne rien laisser percer jamais des secrètes décisions de leur franc-maçonnerie anti-espagnole. Personne ne s'était douté en 1872 de l'union des indiens, et encore dans l'insurrection actuelle, ce qui frappa tout le monde aux Philippines, c'est cette union dans l'action, c'est l'organisation mystérieuse de la résistance, sans bruit, sans que rien ne l'ait révélée avant le moment décisif. Certes les indiens ont dû prendre en Amérique et en Europe des leçons intéressées, pour acquérir cet esprit de solidarité et d'organisation dont l'absence fut toujours le défaut de leur politique.

Est-ce par crainte de cette intrusion étrangère que certains gouverneurs de la colonie ont usé à l'égard des Européens mêmes d'une intolérance vraiment incroyable : tout ce qui n'est pas catholique romain est aux Philippines sujet à caution et par conséquent en butte à toutes les tracasseries administratives et autres

Se permet-on de blâmer publiquement la trop grande autorité laissée aux moines, le développement insensé des couvents (où l'Espagne envoie ceux dont elle redoute la bizarrerie), l'immoralité flagrante du clergé des campagnes, aussitôt on vous jette en prison, on vous bannit, quand on n'ajoute pas la confiscation de vos biens... bénéfice tentant pour le fonctionnarisme mal payé !.

Un jour quelques Chinois — ils sont 60,000 à Manille seulement — se réunissent paisiblement pour adorer leur divinité en commun. Sans hésiter on les emprisonne et la porte de leur geôle ne s'ouvre que devant l'offre de payer la forte somme... comme amende.

Et cependant les Chinois sont un élément de prospérité pour la colonie où l'on se plaint du manque de bras : ils sont l'intermédiaire nécessaire entre l'indigène et l'importateur et jamais le Gouvernement ne les a trouvés du côté des insurgés.

Un Européen, M. Higgins, directeur de la principale ligne de chemin de fer des Philippines, voulant épouser une Espagnole, dut renoncer au protestantisme et se faire baptiser dans la religion catholique romaine pour pouvoir se marier, le mariage religieux étant seul reconnu !

Nombreux furent les bannissements, les emprisonnements arbitraires, les exécutions pour motif religieux. A Madrid on devrait désavouer de tels ordres, car ce sont certes là des mesures propres à enlever à cette colonie la sympathie du monde civilisé qui a inscrit la liberté de la pensée et de la religion aux frontons de ses institu-

tions et auquel répugne toute intolérance, vestige abhorré d'un âge disparu.

A la tête du Gouvernement des Philippines, l'Espagne a placé un *capitaine général*, chef de toutes les administrations. Dans les premiers temps de la conquête, on comprend que la couronne n'ait voulu confier ce poste difficile qu'à des hommes d'épée; dans la suite, le haut commandement fut l'apanage d'officiers de marine, de magistrats et même d'ecclésiastiques.

Les pouvoirs du capitaine général ou gouverneur général sont des plus étendus : on pourrait dire qu'ils sont absolus s'ils n'avaient pour contrepoids « l'audience royale », tribunal supérieur jugeant en dernier ressort et servant en même temps de conseil du Gouvernement. C'est ce conseil que, dans toutes affaires importantes, le capitaine général doit consulter.

Le pays est divisé en un grand nombre de provinces civiles et militaires à la tête desquelles le capitaine général place des sortes de gouverneurs investis des pouvoirs civils ou militaires selon le cas. Petits souverains, exploitant souvent les indigènes, ils répartissent le contingent de la milice, surveillent les routes, contrôlent la rentrée des impôts et, jusque tout dernièrement encore, jugeaient en premier ressort.

Quelques-uns de ces gobernadores acquirent une fortune considérable en pressurant leurs administrés. Très éloignés de la capitale, isolés dans leur province peu ou pas civilisée, ces gouverneurs devaient être ou devenir des hommes d'une grande autorité pour résister aux difficultés de leur charge : la nécessité, sinon le goût, en devait faire des soldats, pour repousser les incursions musulmanes, des ingénieurs civils, pour ouvrir des communications entre les divers points de leurs districts, des administrateurs et des juges, pour maintenir l'ordre et équilibrer le budget.

Les postes de gouverneur primitivement offerts en récompense de longs services rendus à la cause de l'Espagne, devinrent bientôt la proie du favoritisme; la vénalité occulte des charges éleva alors à cette dignité de gobernador des hommes mieux faits pour suivre Mercure que Bellone.

L'abus était jadis plus criant qu'aujourd'hui, pour ce bon motif, qu'on autorisait avant 1844 les alcades gouverneurs à faire le commerce, sauf dans quelques provinces très importantes. Et alors, ces

alcades, héritiers de l'autorité forte des anciens encomendores, faisaient servir à leur seul intérêt mercantile le pouvoir que l'Espagne leur avait confié dans l'intérêt de la colonie. Parlant au nom du Roi à ces peuplades dont les plaintes n'arrivaient même jamais jusqu'à Manille, ces gouverneurs épiciers entravaient tout progrès, décourageaient tout trafic et par des mesures vexatoires arrivaient à tuer toute initiative privée pour monopoliser entre leurs mains le trafic entier de la province.

Comme le dit si bien Foreman, rien ne leur était plus facile que d'empêcher la concurrence; ils fixaient arbitrairement leur prix d'achat et vendaient au prix courant. A cause de la pénurie de l'argent monnayé, les indigènes payaient fréquemment en produits du sol, en riz surtout, leur tribut au trésor royal; or ces produits, les alcades les recevaient dans les greniers du Gouvernement à vil prix, alors qu'ils les inscrivaient au prix fort sur les registres officiels -- la différence tombant naturellement dans une autre caisse que celle du trésor...

Il n'était pas rare de voir ces fonctionnaires intègres requérir dans un intérêt tout personnel les services des indigènes et leur imposer de dures corvées. Toutes ces exactions, toutes ces voleries, tous ces abus criants commis au nom du Roi d'Espagne, bien qu'à son insu, devaient, cela se conçoit, faire mépriser et maudire ce nom dans les bourgades et préparer un terrain propice à l'esprit de révolte.

Heureusement, en 1844, après plus d'un siècle d'errements, un décret royal mit officiellement fin à cet abus, en frappant de destitution tout alcade commerçant.

Mais ce n'est en réalité qu'en 1886, par le décret du 26 février rendu sous la régence de la reine Marie-Christine, que le gouvernement provincial des Philippines fut organisé sur des bases plus équitables et plus rationnelles.

En effet, jusqu'à cette date, l'alcade était à la fois chef des pouvoirs civil et judiciaire dans sa province, de sorte qu'il connaissait comme juge d'appel des affaires concernant sa propre administration!

A présent le principe de la séparation des pouvoirs est reconnu et les fonctions administratives et judiciaires sont nettement séparées.

Ce nouveau décret montre tout le souci qu'a le gouvernement espagnol de l'avenir et de l'intérêt de la colonie: malheureusement il est souvent mal renseigné ou mal écouté.

L'Archipel comprend actuellement 10 gouvernements civils provinciaux, 3 divisions générales militaires, 43 districts provinciaux militaires et 4 gouvernements provinciaux sous les ordres d'officiers de marine, formant un total de 69 divisions et sous-divisions, pour lesquelles le budget de 1888, fixait une dépense de 1,669,415 francs, déduction faite des traitements des militaires émarquant au budget de la guerre à Madrid.

Mais pour être mieux délimité et moins commercial, le gouvernement provincial ne semble pas donner aux Philippines l'essor dont l'Archipel a besoin. Le pouvoir s'exerce maintenant selon des règles fixes, sans doute, mais réglementer la vie n'est pas la donner et sous le rapport du progrès vital la colonie semble plutôt morte.

Pour en trouver la cause, il nous faut pénétrer au fin fond du fonctionnarisme espagnol.

N'oublions pas tout d'abord que c'est une clef d'or qui ouvre la carrière coloniale à Madrid, ce qui explique déjà bien des choses... Mais quand l'élu du gouvernement, convenablement appuyé, arrive dans sa province philippine, il ne vise qu'à rentrer dans ses débours et faire fortune. Comme il sait qu'un changement de ministère ou même un changement de ministre peut supprimer son emploi où l'en destituer (on a vu des alcades destitués ainsi avant d'avoir atteint leur province) le gouverneur n'a aucun intérêt à encourager ou à entreprendre des travaux de longue haleine. Pourquoi tracer des routes qu'un successeur aura la gloire d'ouvrir? Pourquoi créer des lignes de chemin de fer, canaliser les rivières, approfondir les estuaires, améliorer les ports, réparer les ponts, ouvrir des usines, ou même étudier sérieusement les ressources et les besoins de sa province, si tout l'honneur et le profit doivent en revenir à un successeur, succession d'autant plus proche qu'elle sera plus enviable?

C'est pourquoi le fonctionnaire reste fonctionnaire, ne s'attache pas du tout à la province, ne s'intéresse pas à son avenir, et ne quitte ses paperasses administratives que pour fumer tranquillement son cigare en calculant ses petits profits personnels, et regarder s'étendre à perte de vue des forêts inexplorées, et les champs incultes brûler au soleil leur humus inutilement fertile.

Et quand par hasard il s'en trouve un, parmi les gouverneurs provinciaux, qui a le courage de réagir, que de misères l'attendent!

D'abord ce sont les ordres religieux et le clergé qu'il faut ranger à son avis, sinon il est inutile d'avoir même la moindre pensée de réforme; c'est l'hostilité occulte des autres fonctionnaires qu'il faut

vaincre, leur apathie qu'il faut secouer, le capitaine général qu'il faut intéresser dans la question en lui laissant tout l'honneur de la réforme projetée; et enfin c'est Madrid qu'il faut émouvoir pour lui arracher une décision rapide... et ce n'est pas le plus facile!

Puis, quand ce travail d'Hercule est accompli victorieusement, il faut prier Dieu qu'on ne vous change pas de province immédiatement; et enfin, il faut trouver dans la caisse provinciale les fonds nécessaires pour mettre le projet à exécution.

C'est ici surtout que nous devons déplorer la gestion financière de la colonie!

Les fonds locaux, ou plutôt provinciaux, qui devraient au moins en partie servir à l'amélioration des contrées qui les ont versés, ces fonds sont drainés vers la capitale qui les engloutit. Il y a plus, dans chaque ville ou bourgade existe une taxe locale «*caja de comunidad*» versée par les citoyens pour pourvoir à toute dépense nécessaire et urgente de la cité. Or, le produit de cette taxe suit la même route que l'autre, de sorte que quand une inondation ou une épidémie ravage la contrée, comme le choléra en 1882, les caisses provinciales et urbaines sont vides et le gouvernement a lui-même des finances trop obérées pour pouvoir intervenir!

Notre gouverneur après toutes ses démarches et tous ses travaux, au moment de mettre la main à la pioche, ne trouve donc pas dix pesos à sa disposition!

C'est pourquoi l'on voit des ponts écroulés depuis des années pourrir dans les rivières sans qu'on les remplace, des routes inachevées, des carrières entr'ouvertes, des épiceries servant de palais de justice (comme à Calamba) et, des hôtels de gouvernement tombant en ruine, le gouverneur obligé de se bâtir une hutte en bambou s'il ne veut pas être enseveli vivant sous les décombres du palais!

Quelle opinion les indigènes doivent-ils se faire des institutions occidentales, en voyant ces merveilles de l'administration coloniale? Sans doute, ces misères matérielles du pouvoir ne sont que des détails, mais ces détails ont leur importance: ils frappent l'indigène vivement subjugué par le faste extérieur et peut suggérer aux esprits mal disposés qu'un drapeau qui ne flotte plus que sur des masures est bien près de ne plus flotter du tout!

Nous avons dit un mot des routes: leur établissement n'eut-il pas dû être le premier souci des conquérants, comme il fut celui des Romains? L'Espagne n'eut-elle pas dû relier toutes ses provinces par de bonnes voies de communication, créer des chemins larges et bien

entretenus, avoir une flotte toujours prête à faire voile d'une île à l'autre, avant de jeter sur ces territoires lointains une poignée d'Européens isolés au milieu d'indigènes dont beaucoup ne furent jamais soumis?

Ne fallait-il pas craindre plus que tout l'émiettement des forces militaires sans concentration possible, exposant au feu jamais éteint de la révolte des unités sans cohésion?

Je le sais, on a dû que les populations des Philippines, différentes de race et d'idiome, ne pourraient jamais s'unir en une seule coalition révolutionnaire et que, partant, un mouvement d'ensemble n'était pas à redouter.

Mais si l'on s'était trompé cependant! (Et la révolte actuelle semble battre en brèche les illusions de l'Espagne à ce sujet!) Si ces races fatiguées de longues années d'exaction, exploitées d'une révoltante façon, amoureux d'indépendance, parvenaient grâce aux métis et au clergé indigène à s'unir sur certains points d'intérêt commun, qu'oseraient-on espérer de ces gouverneurs, chefs presque sans soldats, ignorant souvent l'idiome de leurs sujets, toujours épiés, peu aimés, et perdus, isolés dans leurs grandes et lointaines provinces comme des îlots dans la mer?

Mais pour créer des routes, que n'emploie-t-on les jours de corvée des indigènes, dira-t-on?

Tout habitant mâle ou adulte, dans des conditions financières que nous examinerons plus loin, doit en effet prester quinze jours de travaux à l'État. Rien ne semble donc plus facile que d'appliquer ce travail à l'amélioration des routes; mais ce qui rend le système vain, c'est que pour faire un chemin il faut autre chose que des bras pour casser des pierres, il faut encore des pierres, et elles sont souvent à deux lieues de là; il faut des pilotis pour les marais, et la forêt est distante de plusieurs kilomètres! Qui payera le transport des arbres et des pierres, qui procurera les charrettes, les bœufs, les outils? — La province! Mais n'oublions pas que la caisse provinciale est vide, que le Gouvernement a pour trésorier un sourd-muet, et reconnaissons que nous nous sommes engagés dans un cercle vicieux sans issue — mauvaise gestion financière d'une part, administration apathique d'autre part.

L'Espagnol comme ses parents de race latine a pour tout ce qui touche au Gouvernement une vénération illimitée: c'est avec fierté qu'il étale son titre de fonctionnaire, d'employé gouvernemental, et la curée est formidable autour des places à conférer. Ils ne compren-

nent pas, ces quémandeurs d'offices que la grandeur et l'indépendance de la nation sont dans la grandeur et l'indépendance de ses enfants.

Ils ne semblent pas persuadés que le progrès national n'est atteint que par la réunion des initiatives individuelles mues par l'énergie, le travail et la persévérance de chacun; « tout pour le peuple » les transporte de joie, « tout par le peuple » les laisse indifférents. Et toutes ces énergies, ces volontés, ces caractères sont broyés dans la machine à fonctionnaires qui n'épargne ça et là quelqu'un de très vigoureux qu'à condition qu'il n'y reste point.

Or, dans un pays où les ministères entraînent dans leur chute depuis le bout-feu jusqu'au directeur, où dans un stade donné presque tout le monde a été, est ou espère être passé au laminoir gouvernemental, faut-il s'étonner de trouver des fonctionnaires coloniaux au-dessous de ce qu'on devrait en attendre ?

Quand les dirigeants se renouvellent sans cesse, les situations ne sont pas données aux plus capables, elles sont la manne électorale promise par les parvenus au pouvoir, sinon le résultat de coûteuses protections. Or comme ce sont toujours les plus criards ou les plus serviles que l'on sert les premiers, on conçoit que les caractères honnêtes, énergiques et fiers, ne prennent pas part au partage.

Et les fonctionnaires coloniaux en particulier, à grands appétits, à savoir mince, font de leur situation l'affaire la plus lucrative, possible et ils vont vite, car ils savent leur règne de courte durée. Les protecteurs restés à Madrid semblent dire à leurs protégés partant pour Manille ce que le père d'un saute-ruisseau disait à son fils en l'envoyant à New-York : « Gagne de l'argent, honnêtement si tu peux, mais gagnes en ! »

Et l'Espagne le sent si bien qu'à côté de chaque fonctionnaire elle met un autre pour contrôler la recette. Touchant un tantième sur les rentrées opérées par son supérieur, l'inférieur a intérêt à exercer sa vigilance — à moins qu'une collusion ne lui donne un intérêt plus grand à fermer les yeux !

..

Les 69 gouvernements provinciaux de la colonie comprennent 720 villes et 23 missions. A la tête de chaque ville se trouve un fonctionnaire indigène ou métis dont le titre populaire est « capitán » le titre officiel « gobernadorcillo » ou gouverneur au petit pied.

Ici le favoritisme gouvernemental s'arrête, la charge de *governadorcillo* et de ses subordonnés étant élective. Les élections ont lieu tous les deux ans ; à part quelques villes où la fonction rapporte quelque chose, elle est plutôt un fardeau qu'on a tâché de rendre honorifique.

Nominalelement délégué du gouverneur provincial, le *governadorcillo* en est plutôt le serviteur ; il surveille la rentrée des taxes et impôts, arrête les criminels et exécute les instructions gouvernementales.

La perception des taxes et impôts ne se fait pas toujours sans difficulté : parfois les indigènes fuient dans les montagnes pour ne pas satisfaire aux exigences sans cesse croissantes du fisc : c'est alors le *governadorcillo* qui est responsable du manquant et expie en prison la mauvaise volonté des contribuables, à moins qu'il n'en rende responsable le *cabeza de barangay*, le chef de district dont nous avons déjà dit un mot.

La charge est encore rendue onéreuse par les cadeaux à faire aux supérieurs, les réceptions à donner au monde officiel de passage, et par ce fait que les *governadorcillos* doivent, plusieurs fois par an, abandonner leurs affaires pour se rendre à leurs frais au chef-lieu de province.

On comprend donc que les titulaires imitent les gouverneurs pour ne pas quitter leur charge trop appauvris et qu'ils fassent de sérieux efforts pour arrêter au passage quelques pesos destinés à un autre usage...

Tous les dimanches et jours fériés, les autorités de la ville se rendent en cortège, d'abord à la messe, puis au couvent — il n'en manque jamais. — Là les affaires sont discutées, chaque *cabeza de barangay* donne son avis, le *governadorcillo* opine du bonnet et le supérieur du couvent conclut selon son bon plaisir.

Le *cabeza de barangay*, nous l'avons vu, est l'ancien « *dato* », chef de familles, dont le pouvoir était héréditaire. Aujourd'hui il est élu tous les deux ans à raison de un pour quarante ou cinquante familles. Ce sont donc comme des échevins de la cité, mais leur principale, sinon unique mission, est de recueillir l'impôt. Et c'est au *cabeza*, encore plus qu'au *governadorcillo*, que le Gouvernement s'en prend si l'impôt ne rentre pas comme il est prévu. Sans examiner si le défaut de paiement résulte de la faute du *cabeza* ou de l'insolvabilité, du mauvais vouloir ou de la fuite du contribuable, sans pitié, c'est le *cabeza* qui est rendu responsable et le produit de la vente

de tous ses biens comblera la lacune du trésor. On conçoit que cet échevinat ne soit guère enviable, et qu'il faille les rigueurs de la loi unies aux promesses du Pouvoir pour amener des indigènes à accepter une charge qui en a ruiné des milliers, et qui n'est rémunérée que par un faible pourcentage sur le produit de l'impôt.

On comprend, en voyant les dangers auxquels cette fonction expose les titulaires, qu'à la seule menace d'une augmentation des taxes, la plupart des cabeza de barangay se soient, il y a quelques mois, enfuis dans les montagnes, pour ne pas assister à la vente inévitable de leurs biens.

Le montant des impôts a beaucoup varié aux Philippines. Depuis la conquête jusqu'en 1884, tous les indigènes payaient un tribut, se chiffant à environ fr. 5.00, plus 15 francs pour ceux qui voulaient s'affranchir des quinze jours de corvée.

En fait, beaucoup d'indigènes qui étaient, sur les registres officiels, inscrits comme fournissant la corvée s'en étaient affranchis par le paiement de la surtaxe; mais celle-ci s'égarait en route!

Les autorités locales connaissent ces « égarements » sous le nom de « caïdas », et Foreman raconte qu'il assista un jour à une conversation entre un juge et le neveu d'un général, où l'on discutait les avantages de telle et telle province, en prenant pour base le traitement et les « caïdas »!

Voilà comment on trompait la pauvre Espagne!

Le tribut fut maintenu, mais, il y a quelques années, le rachat des corvées fut autrement réglementé. On imposa à tout habitant de plus de dix-huit ans la possession d'une espèce de passeport, certificat d'identité « cedula personal ». Ce document est frappé d'un droit de 5 piastres et 20 cents, ou au-dessous, suivant une gradation de neuf classes dont la base est le revenu et la patente du titulaire. Toute personne ayant une cédule d'un droit inférieur à deux piastres et demi doit quinze jours de corvée par an ou est astreinte à payer vingt-cinq cents pour chaque jour qu'elle y manque.

Cette cédule doit être exhibée à toute réquisition et aucun document officiel ne peut être dressé sans que la teneur de la cédule y soit mentionnée.

Et, détail typique à noter : Le décret permet à chacun de prendre une cédule pour une classe supérieure à celle à laquelle on appartient réellement, sans que le fonctionnaire ait le droit d'en demander la raison!

Au lieu d'augmenter sans cesse les impôts frappant les malheureux indigènes, le Gouvernement devrait trouver des ressources ailleurs, et il le pourrait s'il le voulait. Sans parler des immenses cultures appartenant aux religieux, aux couvents, sur lesquels on pourrait équitablement établir une taxe proportionnellement progressive, la seule vente des terrains de la couronne rapporterait des sommes considérables au trésor.

Lès indiens sont propriétaires du sol qu'ils ont cultivé depuis de nombreuses années, mais il y a encore des milliers d'hectares appartenant à la Couronne. Tout le monde a le droit de se rendre acquéreur, suivant un tarif déterminé, en faisant la demande au gouverneur et en produisant un certificat, signé du gobernadorcillo, indiquant les limites et la nature du terrain.

Or, il y a des centaines de demandes faites ainsi depuis quinze ans, auxquelles l'incurie administrative n'a jamais donné de réponse!

Notre consul à Manille attend depuis douze ans qu'on lui accuse réception d'une demande semblable. Voilà donc des milliers de piastres perdus par négligence!

Les indigènes, qui avaient supporté sans trop murmurer les taxes et impôts, bien qu'ils estimassent médiocrement le charme de cette innovation occidentale, commencèrent à élever la voix, s'apercevant que si on les surchargeait, c'est qu'on administrait mal leur pays, comprenant qu'avec des fonctionnaires moins indolents et plus justes, la colonie aurait un budget autrement léger à supporter.

Et quand, dans sa bourgade négligée, l'Indien, pour lequel on n'a presque rien fait, apprit que la taxe de capitation était portée aujourd'hui à 12 douros de 1 douro qu'elle était jadis, il crut la mesure comble. Il refusa de se laisser ainsi ruiner sans résistance et déclara qu'il ne payerait point.

Le cabezá de barangay, ce malheureux collecteur d'impôt, voyant alors sa fortune perdue, sa maison saisie et vendue par le fisc, puisqu'il lui deviendrait impossible d'apporter au supérieur le montant de ces nouvelles taxes, le pauvre cabeza s'enfuit dans les forêts avec ses amis et parents, petit groupe de fuyards devenant insurgés dès la première rencontre.

La franc-maçonnerie anti-espagnole des *métis* saisit cette occasion favorable pour donner libre cours à ses aspirations d'indépendance, organisa la résistance, souleva les villages et les provinces... Les

journaux nous apprennent le reste chaque matin; mais les causes du mal avaient été signalées depuis longtemps.

Quand on parcourt les auteurs traitant des Philippines, on voit que depuis nombre d'années tous réclament des réformes qu'on a eu le tort de ne pas examiner assez; on voit que tous sont unanimes à déplorer la trop grande puissance laissée à l'élément religieux, et l'intolérance qui en est le corollaire. Tous déplorent que la brièveté de séjour des fonctionnaires espagnols aux îles ne leur donne ni le temps, ni le désir de s'intéresser aux progrès de leurs administrés; tous regrettent la vénalité occulte des emplois et les abus qu'elle entraîne; tous voudraient voir les indigènes et les métis traités avec plus de clairvoyance, les finances mieux équilibrées et un esprit commercial plus large, plus libéral remplacer les calculs d'une politique à courte vue. Tous sont unanimes à réclamer le renversement des obstacles douaniers comme l'abolition des barrières opposées, par un zèle religieux mal entendu, à la liberté de la pensée.

Presque toutes ces réformes sont d'ordre économique ou visent à le devenir. Or, de telles modifications s'obtiennent mieux par la persuasion que par la révolte et malgré toutes les sympathies que soulèvent chez nous les luttes pour l'indépendance, on ne peut s'empêcher de regretter le soulèvement de l'archipel des Philippines.

Si l'Espagne s'était montrée, comme tant d'autres pays colonisateurs, une mère-patrie rigoureuse et autoritaire, faisant plier les indigènes sous le joug d'une autocratie malveillante, si l'Espagne n'avait songé qu'à exploiter pécuniairement ses possessions, sans songer au bien-être de ses enfants, si la question d'argent avait primé chez elle la question de devoir et de sentiment, et si enfin la situation n'avait d'autre issue que le chemin de la révolte, on comprendrait l'insurrection.

Mais il n'en est rien

Sans doute on peut reprocher à l'Espagne de ne pas avoir mieux compris l'intérêt matériel, commercial de sa colonie, erreur dont elle est la première à souffrir. Mais si elle a négligé cet intérêt mercantile, c'est qu'elle a eu des vues plus hautes, c'est que son caractère noble et religieux, ne comprenant pas bien qu'on puisse servir Dieu sans nuire aux intérêts de César, a songé avant toute chose à planter, aux Philippines la croix du Christ.

Et si la colonie est arriérée, si son rôle commercial et financier, si sa mission industrielle sont encore rudimentaires, si les indiens ne sont pas bien préparés à se servir aussi puissamment que d'autres du levier économique, c'est qu'ils n'ont appris à balbutier que les premiers mots des sciences commerciales alors que l'Evangile tout entier avait déjà passé dans leur entendement. La péninsule elle-même ne s'est-elle pas longtemps et souvent débattue dans des crises financières résultant d'erreurs économiques ? Les galions chargés jadis de l'or des Amériques ne lui apportaient-ils pas la misère en même temps que ces lingots, images de toute richesse ?

L'Espagne n'a donc péché que par sainte ignorance le jour où sa sollicitude créait pour les indiens un défenseur officiel dans l'Eglise romaine et négligeait de leur envoyer, avec des moines et des soldats, de bons administrateurs. Mais, erreur pour erreur, j'aime encore mieux celle qui naît d'un sentiment noble mais exalté que celle qui prend sa source dans le seul égoïsme mercantile.

Aujourd'hui, l'Espagne comprend qu'on ne vit pas et qu'on ne fait pas vivre un peuple avec des idées religieuses seules, fussent-elles les plus nobles et les plus généreuses. Elle comprend la terrible leçon que lui infligent les inexorables lois économiques, et les développements de la liberté humaine, qui atteint aux Philippines dans sa marche victorieuse à travers les continents et les mers.

Si l'insurrection devait être victorieuse, ceux qui l'applaudissent aujourd'hui seraient les premiers demain, à regretter sa victoire quand ils verraient les milliers d'indiens arrachés naguère à l'idolâtrie sauvage, retomber dans la barbarie où leur instinct les entraîne. Car, ne l'oublions pas, les populations indigènes des Philippines ne sont pas préparées à l'autonomie complète et, en se séparant de l'Espagne, elles subiraient bientôt un joug plus despotique. Le moment ne semble donc pas venu pour les Philippines de dénouer ou de trancher les liens qui les unissent à la mère-patrie.

Les races de l'archipel sont trop faibles, trop arriérées encore et se noieraient dans la torrent de la liberté au lieu d'être emportées par lui vers le progrès.

..

Mais il est des hostilités qui sans attendre l'issue de la crise,

traduisent, en la personne de l'Espagne, la politique coloniale à la barre du monde et là, dans un réquisitoire virulent, réclament sa condamnation : elles montrent la victime accablée, meurtrie et presque défaillante malgré son grand courage et s'écrient : voilà le sort de toute politique coloniale !

A ces accusateurs oublieux de l'histoire, il faudrait rappeler les millions que les Philippines rapportèrent à l'Espagne, et la gloire qu'elle retira de sa conquête ; il faudrait appeler à la barre le témoignage des milliers de fonctionnaires et employés espagnols qui n'eussent jamais rien été sans les colonies, qui trouvèrent là l'emploi de leurs talents et de leur travail et après une carrière bien rémunérée, firent bénéficier la mère-patrie des profits accumulés outre-mer ; il faudrait compter tout le gain que le commerce espagnol sut tirer des colonies et tout le profit, bien plus considérable encore, qu'en eût tiré une nation industrielle.

Il est hors de doute que si l'Espagne eut fait à ses possessions d'outre mer des avances, au lieu de les pressurer, si elle eut affecté à leur administration la prévoyante sagesse et l'habile diplomatie que l'Angleterre déploie aux Indes, les colonies eussent été pour la mère-patrie une source merveilleuse de richesse et de puissance.

Il en est du régime colonial comme de toutes choses : il faut savoir s'en servir pour en tirer profit !

Mais il n'est pas trop tard pour mettre en pratique les enseignements salutaires, et nous terminons en formant le vœu que l'Espagne, cette fière nation au cœur généreux, dont l'ardent patriotisme inflige des leçons à plus d'un pays d'Europe, saura à son tour recevoir des autres puissances les enseignements économiques propres à modifier le régime de l'Archipel. Espérons que dans son intérêt comme dans celui même des insurgés, elle maintiendra son pouvoir ; et alors, après la lutte, elle pourra se montrer généreuse et grande, elle aura la sagesse et la gloire de diriger elle-même le courant de libertés dans des voies salutaires : guidé par une administration prévoyante, ce torrent fertilisera les terres que sans elle il irait submerger.

G. DE LEVAL,

Avocat près la Cour d'appel.

LISTE DES MEMBRES

A

Administration communale de la ville de Mons.
Allard, Alphonse, Directeur honoraire de la Monnaie, Consul général de Turquie,
52, avenue Louise, Bruxelles.
Allard, chez Vandeveldt, 163, chaussée d'Helmet, Bruxelles.
Allo, N., Directeur général de la Marine, 210, rue Rogier, Schaerbeek.
Anspach, Lionel, Avocat, 53, rue du Luxembourg, Bruxelles.
Arnould, Henri, Lieutenant d'artillerie, 45, rue Froissard, Bruxelles.
Avaert, Henri, Capitaine-commandant, 14, Nouveau boulevard, Vilvorde.

B

Babut du Marès, Avocat, 412, rue Stassart, Bruxelles.
Baernstein, 49, avenue des Arts, Bruxelles.
Baerts, Hubert, Docteur en droit, 15, rue Saint-Quentin, Bruxelles.
Baerts, Julien, Négociant en vins, 34, rue Delporte, Tirlemont.
Baertsoen, Alfred, Industriel, 4, rue Coupure, Gand.
Baltia, Lieutenant-adjoint d'Etat-major en stage au 1^{er} Guides, Bruxelles.
Bansart, Omer, Capitaine d'état-major, 29, rue de la Limite, Saint-Josse-ten-Noode.
Baudoux, Alexandre, Industriel, Fontaine-l'Evêque
Baugnies, Gabriel, Industriel, Péruwelz (Hainaut).
Baussart, Edmond, Capitaine-commandant, fort 4 à Schooten lez-Bruschaet.
Beauduin, Lucien, Ingénieur, Tirlemont.
Beauduin, Bourgmestre à Tirlemont. (*Membre protecteur*).
Béco, Léon, Médecin des hospices civils, 4, rue Larnelle, Liège.
Beequet, Henri, Avocat près la Cour d'appel, 27, rue de Naples, Ixelles.
Beddinghaus, Emile, Notaire, 485, Coupure, Gand.
Beernaert, A., Ministre d'Etat, 44, rue d'Arlon, Bruxelles.
Bégusse, Joseph, Industriel, avenue de l'Observatoire, Liège.
Bellonne, P., Lieutenant-colonel au 5^e d'artillerie, 359, chaussée d'Ixelles, Ixelles.
Belleruche, E., Ingénieur, 76, avenue d'Auderghem, Bruxelles.
Belot, Ch., Ingénieur, 26, rue du Poinçon, Bruxelles.
Bergé, Gaston, Avocat, 422, rue de la Poste, Bruxelles.
Berger, Henri, Avocat, 511, rue Rogier, Schaerbeek.
Bernard, 492, rue de Brabant, Bruxelles.
Bertrand, Alexandre, Agent de change, Vice-président de la commission de la bourse de
Bruxelles, 4, rue Traversière, Bruxelles.
Bertrand, Henri, Rentier, Tirlemont.
Bertrand, Henri, 9, rue Crespel, Ixelles.
Besme, V., Inspecteur-voier des faubourgs, 52, rue Jourdan, St-Gilles.
Beuckers, Gustave, Avocat près la Cour d'appel, 27, rue du Parnasse, Ixelles.

Beuckers, Jean, Avocat à la Cour d'appel, 27, rue du Parnasse, Ixelles.
 Bidart, Alexandre, Avocat à la Cour d'appel, 44, rue de Suisse, Saint-Gilles.
 Billen, Alphonse, Ingénieur, Directeur d'usine, 79, quai des Usines, Laeken.
 Bischoffsheim, F., place de la Société Civile. (*Membre protecteur.*)
 Blanpain, Jules, Docteur, Liège.
 Blancquaert, Lieutenant-colonel au 6^e régiment d'artillerie, Anvers.
 Bolle, Arthur, Chef de division au département des finances de l'Etat indépendant du Congo, 85, rue Gaucheret, Schaerbeek.
 Borremans, Paul, Colonel, 49, rue Grétry, Anvers.
 Bormans, Stanislas, Administrateur-inspecteur de l'Université de Liège, 40, rue Fabry, Liège.
 Boscheron, Ingénieur de la Compagnie du gaz, 45, rue Simonon, Liège.
 Bouillard, Emmanuel, Propriétaire à Hyon, près Mons.
 Bourgeois, Léon, Ingénieur, 55, boulevard d'Anderlecht, Bruxelles.
 Bouteille, L.-D., Distillateur, 41, rue de Russie, St-Gilles.
 Bouvy, Eugène, Tanneur, 45, boulevard de la Constitution, Liège.
 Bouyet, Lieutenant-général, 400, rue du Méridien, Saint-Josse-ten-Noode.
 Braemt, Armand, 409, avenue Louise, Bruxelles.
 Brialmont, Lieutenant-général, 7, rue de l'Equateur, Saint-Josse-ten-Noode.
 Brugmann, Georges, Consul général de Suède et de Norvège, 145, avenue Louise, Bruxelles.
 Brunard, Hubert, Avocat à la Cour d'appel, 73, boulevard de Waterloo, Bruxelles.
 Brussel, Alphonse, Capitaine en 1^{er} quartier-maître au 6^e de Ligne, Hemixem, St-Bernard.
 Bruylants, Arthur, Médecin, rue des Bornes, Tirlemont.
 Buffin (baron), Léopold, Colonel d'état-major, 52, rue d'Arlon, Bruxelles.
 Bulot, Hyac., fils, Pharmacien, 17, rue Gérardrie, Liège.
 Bunge, Ed., Négociant, 5, rue St-Martin, Anvers.
 Buyse, Aug., Industriel, place du Comte de Flandre, Gand.

C

Cambier, Major, 286, rue Rogier, Schaerbeek.
 Campion, Avocat, 50, rue de l'Harmonie, Vilvorde.
 Carcls, Alphonse, Constructeur, 42, Marché-aux-Lins, Gand.
 Carlier, Pharmacien, 97, rue des Palais, Laeken.
 Carton de Wiart, E., Etudiant en droit, 45, rue Rosquel, Saint-Gilles.
 Casier (baron), Propriétaire, 8, rue St-Sauveur, Gand.
 Cavens, Louis, Propriétaire. Secrétaire du Cercle des installations maritimes, 65, rue de la Régence, Bruxelles.
 Centner, Charles, Verviers.
 Chantraine, A., Secrétaire de l'administration de l'Université, 21, place Coronmeuse, Herstal-Liège.
 Chaudoir, P., Château de Hamoir, Lysus, par Hamoir.
 Chaussette-Delgouffre, Léon, 21, rue de la Concorde, Bruxelles.
 Christiaens, Capitaine-commandant, 476, rue du Trône, Ixelles.
 Christiaens, Gustave, Fabricant, 45, rue Basse, Gand.
 Claes, E., (Madame) Négociante, rue de Louvain, Tirlemont.

Claisse, Eugène, Inspecteur au ministère des Chemins de fer, 40, rue Faider, Ixelles.
 Claisse, Valentin, Colonel du 5^e de ligne, 27, avenue Rogier, Ostende.
 Colot, Max, Lieutenant-colonel, 94, avenue de Salzinnes, Namur.
 Coquilhat, Edmond, Capitaine d'artillerie, Polygone de Brasschaet.
 Cornet, Jules, Ingénieur, Docteur en sciences, rue de la Biloque, Gand (Coupure).
 Corthouts, Auguste, Notaire, Tirmont.
 Corty, Gh., Négociant, 9, Kipdorp, Anvers.
 Cossoix, N.-V.-Léon, Ingénieur, 28, rue de Bériot, Saint-Josse-ten-Noode.
 Costermans, Paul, Lieutenant d'artillerie, 21, avenue d'Auderghem, Etterbeek.
 Coutelier, Louis, Avocat, 45, rue Saint-Jean, Bruxelles.
 Cousin, Emile, Industriel, Pont du Canal, Mons.
 Convert, Alfred, Avocat et Juge suppléant, 8, rue de Spa, Bruxelles.
 Crick, Chrétien, Notaire, 8, rue de la Chapelle, Bruxelles.
 Crick, Daniel, Avocat près la Cour d'appel, 146, rue du Marais, Bruxelles.
 Crocq, Jean, Docteur en médecine, 158, rue Royale, Bruxelles.
 Cumont, Capitaine attaché à la Maison militaire du roi, 2618, rue du Luxembourg, Bruxelles.
 Cumont, Lieutenant d'artillerie, 79, rue Montoyer, Bruxelles.

D

Daefen, Adhémar-Guillaume-Marcel, Capitaine en second au 4^e régiment de ligne, Vilvorde.
 Dainierie, Ant., Ingénieur chargé de cours à l'Université de Bruxelles, place Royale, Bruxelles.
 Danco, Emile, Sous-lieutenant au 2^e d'artillerie, Malines.
 Danco, Pierre, Attaché au secrétariat de l'Etat indépendant du Congo, Zele-lez-Termonde.
 D'Argent, Nestor, Grainetier, parvis Sainte-Gudule, 12, Bruxelles.
 d'Aubrey, Fernand, Négociant, rue du Pépin, 21, Bruxelles.
 d'Aubrey, Victor, Industriel, rue Loequenghien, 20, Bruxelles.
 Dauby, J., Ingénieur, Aiseau.
 Davervelt, Cornille, Agent en douanes, place Sainte-Catherine, 11, Bruxelles.
 David-Fischbach-Malacord, M., rue de la Station, 104, Louvain.
 Davignon, Julien, Propriétaire, Membre du conseil directeur de la Société antiesclavagiste de Belgique, avenue de la Toison d'Or, 41, Bruxelles.
 De Baerdemaeker, G., Courtier de navire, rue Fiévé, Gand.
 De Bary, A., Négociant, place de Meir, 28, Anvers.
 de Bassompierre, Albert, Docteur en droit, place de la Société Civile, Bruxelles.
 De Bast, Gamille, Propriétaire, Coupure, 44, Gand.
 De Becker, Auguste, Avocat, place du Luxembourg, 1, Bruxelles.
 de Beughem de Houtem, Ed., Lieutenant d'artillerie, longue rue Neuve, 72, Anvers.
 Debin, Pharmacien, rue du Pont-Neuf, 54, Charleroi.
 de Brandner, G., Avocat, rue du Châtelain, 27, Bruxelles.
 de Bray, Fernand, Commandant d'état-major, 4^e circonscription militaire, avenue d'Auderghem, 84, Bruxelles.
 de Bruyn, L., Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics, rue de la Loi, Bruxelles.
 de Contreras, rue de Viennu, 15, Bruxelles.
 de Crombrughe (baron), Major au 4^e d'artillerie, Louvain.

- de Fauvent, Armand, Banquier, rue des Récollets, Tirlémont.
 Defontaine, Jules, Ingénieur, Directeur de l'Ecole industrielle, boulevard du Hainaut, 110, Bruxelles.
 De Gand, E., Notaire, place du Parc, 1, Mons.
 de Gienanth (baron), Administrateur délégué de la Compagnie auxiliaire internationale des chemins de fer, rue de la Loi, 486, Bruxelles.
 Degrelle-Rogier, Charles, Négociant exportateur, 57, rue de l'Association, Bruxelles.
 de Grunne, Charles (comte), rue de la Loi, 56, Bruxelles.
 de Grunne, E. (comte), rue de la Loi, 56, Bruxelles.
 Dehaes, Philippe, Général commandant le château de Bouchout, Meysse.
 de Haulleville, Alphonse, Homme de lettres, avenue d'Auderghem, 138, Bruxelles.
 de Haulleville, P. (baron), Professeur à l'école de guerre, avenue de la Renaissance, 11, Bruxelles.
 de Hemptinne, Amédée, Coupure, Gand.
 de Hemptinne, Eugène, rue du Hainaut, 12, Gand.
 de Hemptinne, Jean, rue Basse-des-Champs, 55, Gand.
 de Hemptinne, Jules, boulevard de Plaisance, Gand.
 De Jace, Alphonse, Docteur en médecine, Val-Saint-Lambert.
 de Jacquier de Rosée, Alfred, à Moulins par Yvoir.
 Dejardin, L., Ingénieur principal au Corps des mines, rue du Trône, 486, Bruxelles.
 de Jonghe, Baudouin (vicomte), Propriétaire, rue du Trône, 60, Bruxelles.
 de Knevett, J., Agent général du gouvernement de la Colombie britannique, rue de Loxum, 2, Bruxelles.
 De Knuyt de Vosmaer, Capitaine au 3^e lanciers, Bruges.
 Delacre, Ambroise, Pharmacien, montagne de la Cour, Bruxelles.
 de la Kethulle de Ryhove, Lieutenant aux grenadiers.
 de Lannier, Henri, Industriel, boulevard de l'Industrie, 7, Gand.
 Delaunoy, Avocat, attaché au ministère de la Justice, rue du Cornet, 14, Bruxelles.
 de Laveleye, Georges, Directeur du *Moniteur des Intérêts matériels*, à « la Ferme », Boitsfort.
 de Laveleye-Lynen, rue Montoyer, 55, Bruxelles.
 Delboulle, Louis, Banquier, avenue Léopold, 10, Ostende. (*Membre protecteur.*)
 Delcommune, rue d'Arlon, 48, Bruxelles.
 de Leval, Gaston, Avocat, rue Bosquet, 88, Bruxelles.
 Delevoy, rue de la Paille, 16, Bruxelles.
 Delforge, Médecin de bataillon au 2^e chasseurs à pied, Mons.
 de Liedekerke, Edouard (comte), Trésorier général de la Société antiesclavagiste de Belgique, avenue des Arts, 47, Bruxelles.
 Delpy, Ad., Architecte, rue du Congrès, 47, Bruxelles.
 Delvigne, Jules, Notaire, Namur.
 de Locht, Victor, Avocat, place du Samedi, 1, Bruxelles.
 Delsemme, Joseph, Professeur au Conservatoire royal de musique, rue Xhovemont, 4, Liège.
 de Mâcar, Ghislain, Avocat, rue Monulphe, 41, Liège.
 Demalte, Théodore, Pharmacien, avenue d'Avroy, 1, Liège.
 De Merbe (père), Industriel, Jemappes.
 De Monjot, Adhémar, Négociant, Grande-Rue, Jemappes.
 de Moor, Capitaine, rue de la Loi, 95, Bruxelles.
 De Meulemeestre, Coupure, 10, Gand.

- De Meuse, Fernand, Explorateur, chaussée de Charleroi, 36, Saint-Gilles.
- De Meulder, Lieutenant, Professeur à l'école militaire, avenue Jeanne, 42, Petite Suisse, Bruxelles.
- Denayer, Industriel (*membre protecteur*), Willebroeck.
- de Pauw, Directeur des ponts et chaussées, Mons.
- De Pauw, Préparateur à l'Université, chaussée Saint-Pierre, 74, Bruxelles.
- de Puydt, Directeur du Contentieux de la ville de Liège, boulevard de la Sauvenière, 108, Liège.
- Dequesne, Paul, ancien Officier de marine, Mons.
- Derre, Arthur, Régent de l'école moyenne de l'État, rue du Moulin, 54, Blankenberghe.
- De Ridder, Corneille-Louis, Capitaine commandant adjudant-major au 2^e régiment de chasseurs à cheval, rue du Gouvernement, 52, Mons.
- de Ro, Georges, Avocat, rue de l'Equateur, 25, Saint-Josse-ten-Noode.
- M^{me} de Rongé, Charles, rue Neuve, 145, Bruxelles.
- de Rongé, Georges, Avocat général près la cour d'appel, rue de Livourne, 45, Bruxelles.
- Derscheid, Victor, Ingénieur agricole, avenue des Arts, 10, Bruxelles.
- de Ryckman, Georges, Ingénieur, 94, quai de l'Industrie, Gand.
- de Sauvage, Arthur, chevalier, rue Hors-Château, 11, Liège.
- Bescamps, E. (chevalier), Sénateur, Professeur à l'Université de Louvain, rue de Namur, 99, Louvain.
- Descamp, Mareq-O., Industriel, avenue de Jemappes, Mons.
- de Sélys-Longchamps, Raphaël (baron), boulevard de la Sauvenière, 54, Liège.
- De Schampelaere-Goethals, Fabricant de caoutchouc, quai au Sirop, 9, Gand.
- Deschepper, Louis-François, Lieutenant-colonel du génie, rue des Anges, 14, Liège.
- de Schille, Albert, Ingénieur et Directeur de l'équitable des Etats-Unis, rue Souveraine, 71, Ixelles.
- de Selliers de Moranville, A. (chevalier), Capitaine commandant d'état-major, chaussée de Charleroi, 46, Saint-Gilles.
- de Smet de Naeyer, Ferd., Industriel, rue des Servantes, Gand.
- de Smet de Naeyer, Ministre des Finances, rue de la Loi, Bruxelles.
- Despret, Edouard, Directeur de la Société Générale, rue de Trèves, Bruxelles.
- De Tilly, Julien, Colonel d'artillerie, Brasschaet.
- de Thozée, Charles, ancien Secrétaire de légation de S. M. le Roi des Belges, ancien Commissaire d'arrondissement à Charleroi, ancien Conseiller provincial, Vice-consul du Brésil et Avocat, Charleroi.
- de Thozée, R., Capitaine aux grenadiers, rue Joseph II, 125, Bruxelles.
- Devaux-Benoit, Ad., Ingénieur, rue des Anges, 45, Liège.
- Devis, Alexandre, Négociant en fer et métaux, avenue Louise, 499, Bruxelles.
- Devolder, Louis, Photographe, rue de Brabant, 149, Schaerbeek.
- De Wael, Edmond, Courtier d'assurances, chaussée de Malines, 22, Anvers.
- De Walque, Antoine, Professeur à l'athénée, rue des Gages, 26, Mons.
- De Wèvre, Alfred, Docteur en sciences naturelles, chaussée de Wavre, 154, Ixelles.
- Dewilde, Arthur, Ingénieur, Directeur de sucrerie, Walleffes (Hannut).
- de Wouters d'Oplinter, Camille (chevalier), Capelle-Saint Ulrich, par Bodeghem-Saint-Martin.
- de Zieninicki, Capitaine commandant au 1^{er} chasseurs à cheval, Tournai.
- D'Hondt, Victor, Avocat, Professeur à l'Université, rue des Sœurs-Noires, 41, Gand.
- D'Heygere, Camille, Industriel, rue Charles V, Gand.

- Digneffe, Émile, Conseiller communal, rue Fusch, Liège.
- Doat, H., Directeur de la Compagnie générale des conduites d'eau, rue des Vennes, 338, Liège.
- Dohmen-Leblanc, Agent industriel, rue Regnier, 42, Liège.
- Dolez, Jules, Avocat, Mons.
- Dolez, Léon, Président du tribunal, Mons.
- Dollo, Conservateur au musée d'histoire, agrégé à l'Université, rue de la Croix, 25, Ixelles.
- Dony, Adrien, brasseur, Tirlémont.
- Donny, Albert, Colonel au 3^e d'artillerie, Officier d'ordonnance du Roi, Aide-de-camp de M^r le Comte de Flandre, rue Ducale, 61, Bruxelles.
- Donny, Léopold, Secrétaire de Légation, rue d'Arlon, 42, Bruxelles.
- Drion, Victor, Propriétaire, rue Ducale, 49, Bruxelles.
- Droogmans, Hubert, Directeur du département des finances du Congo, rue de la Vallée, 58 (Rond-Point, avenue Louise), Bruxelles.
- Drory, Harold, Avocat, Coupure, Gand.
- Dryepont, Gustave, Médecin militaire, rue Froissart, 6, Bruxelles.
- Dubois, Charles-Melchior, Vétérinaire en chef, rue Wiertz, 44, Ixelles.
- Dubois, Ernest, Avocat et chargé de cours à l'Université de Gand, place Van Artevelde, 6, Gand.
- Dubois, Eugène, Capitaine commandant retraité, rue Royale-Sainte-Marie, 441, Schaerbeek.
- Dubois, Georges, Avocat, rue du Conseil, 69, Ixelles.
- du Bosch, Georges, Directeur de la *Chronique des travaux publics*, rue des Trois-Têtes, 42, Bruxelles.
- Dufourny, Alexis, Ingénieur principal des ponts et chaussées, rue de la Limite, 104, Saint-Josse-ten-Noode.
- Dugnolle, Lieutenant aux grenadiers, rue Vifquin, 81, Schaerbeek.
- Dumonceau, L., Avocat, chaussée de Vleurgat, 266, Bruxelles.
- Du Monceau de Bergendal (comte), rue d'Arlon, 82, Bruxelles.
- Dupont, Auguste, Avocat, Vieille Bourse, 31, Anvers.
- Dupont, Henri, Général major du génie retraité, rue Charles-Quint, 31, Gand.
- Dupont, Ernest, Avocat, rue Nysten, 9, Liège.
- Dupont, Général, rue de la Concorde, 46, Bruxelles.
- Dupriez, L., Avocat, rue de la Station, 120, Louvain.
- d'Ursel, Hypolyte (comte), Docteur en droit, Boitsfort.
- du Sart du Bouland, Raoul (baron), Gouverneur de la province de Hainaut, Mons.
- Dusart, Charles, Capitaine d'infanterie, rue Emile Cuvelier, 26, Mons.
- Dusart, Lieutenant aux grenadiers, Bruxelles.
- Dutilleul, Commandant au 2^e chasseurs à cheval, chez M. le baron de Negri, avenue Saint Pierre, 77, Mons.
- Duvivier, M., Avocat, place de l'Industrie, 26, Bruxelles.

E

- Ectors, Camille, rue des Marais, 55, Bruxelles.
- Ectors fils, Candidat notaire, rue des Marais, 55, Bruxelles.
- Errera, Paul, Avocat agrégé à l'Université, avenue Marnix, 42, Bruxelles.

Errera, S., Membre de l'Académie royale, place Stéphanie, 1, Bruxelles.
 Etienne, Louis, rue du Pont, 39, Liège.

F

Falk, Th., Éditeur, 18-20, rue des Paroissiens, Bruxelles.
 Fauconnier, Crielion, Ingénieur, rue Notre-Dame Débonnaire, Mons.
 Fays, Henry, 45, rue des Petits Carmes, Bruxelles.
 Fétu, Joseph aîné, Industriel, 59, rue du Chimiste, Cureghem.
 Fichetot, Eug., 12, boulevard du Hainaut, Bruxelles.
 Firket, Adolphe, Ingénieur en chef directeur des mines, 28, rue Dartois, Liège.
 Firket, Victor, Ingénieur des mines, 44, rue Fusch, Liège.
 Firket, Charles (Madame), 125, rue Louvrex, Liège.
 Firket, Charles, Docteur en médecine, professeur à l'Université de Liège, 125, rue Louvrex, Liège.
 Fisch, Alphonse, 70, rue de la Madeleine, Bruxelles.
 Fivet, Major, 218, chaussée de Wavre, Ixelles.
 Foettinger, Amélie (Mademoiselle), 122, rue du Paradis, Liège.
 Fortamps, Ancien sénateur, 96, chaussée de Charleroi, Bruxelles.
 Foulon, Maurice, Avocat, 192, rue du Trône, Ixelles.
 Frésart, Félix, Banquier, rue Sœurs de Hasque, Liège.
 Fraipont, Julien, professeur à l'Université, 55, Mont-Saint-Martin, Liège.
 Francart, Adolphe, Avocat, Mons.
 Francoite, G., Avocat, rue Forgeur, Liège.
 François, Nicolas, Chef de service à la Société Cockerill, quai Neuf, Seraing.
 Francotte, Xavier, professeur à l'Université, quai de l'Industrie, Liège.
 Francken, Ingénieur, quai de Fragnée, Liège.
 Frédéricx, A., Avocat, 56, rue de Florence, Bruxelles.
 Frison, Marc, Avocat, 9, quai des Poissonceaux, Tournai.

G

Gailliard, Médecin, 66, rue Joseph II, Bruxelles.
 Galopin, G., professeur à l'Université de Liège, Saint-Jacques, Angleur.
 Galopin, Henri, 4, rue Reynier, Liège.
 Gauche, Léon, Négociant, Mons.
 Garnier-Heldevier, Albert, Attaché de légation, Berne.
 Geens, Louis, Médecin, rue des Augustins, Tirlémont.
 Geerts, L., Docteur en médecine, Wamont (près Landen).
 Geluy (R. P.), des Missions de Scheut, rue des Flamands, Louvain.
 Genard, Hector, Ingénieur principal des ponts et chaussées, Mons.
 Gendebien, Hardenpont, Propriétaire, Mons.
 Germeau, Emile, Ingénieur, Jumet.
 Gérard, Gustave, Industriel, Mont-Saint-Pont (Braine-l'Alleud).
 Gilain, Eugène, Ingénieur, rue de Diest, Tirlémont.
 Gilain, Paul, Industriel, rue des Vieux-Remparts, Tirlémont.
 Gilbert, 56, rue de la Pepinière, Bruxelles.
 Gilet, Charles Henri, Lieutenant-colonel adjoint d'état-major, 79, chaussée d'Haecht, Saint-Josse-ten-Noode.

Gillis, Lucien, Capitaine d'infanterie adjoint d'état-major, 184, rue d'Espagne, St-Gilles.
 Gilmont, Ed., Étudiant, 21, chaussée de Charleroi, Bruxelles.
 Gilson, Eugène, professeur à l'Université, 4, avenue de la place d'Armes, Gand.
 Glaesener, Michel, Lieutenant-général retraité, Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.
 Goethals, Industriel, 22, rue Durtos, Liège.
 Goffart, sous-lieutenant au 7^e régiment de ligne, Anvers.
 Golur, Adam, fabricant d'Armes, 43, rue Bassinage, Liège.
 Goldschmidt, Victor, 60, rue de la Loi, Bruxelles.
 Goldschmidt, André, 81, rue d'Arlon, Bruxelles.
 Gonne, Capitaine quartier-maître, 3^e d'artillerie, Bruxelles.
 Gosselin, Fernand, président de la Bibliothèque populaire, Stambruges (Hainaut).
 Gosselin, Albert, pharmacien, Grand'Rue, Mons.
 Grandgaignage, Edm., Directeur de l'institut supérieur du commerce, Anvers.
 Gravis, Auguste, professeur à l'Université, 22, rue Fusch, Liège.
 Grégoire, Paul, Directeur, Vielsalm.
 Greindl, Léon (baron), Lieutenant du génie à la compagnie des télégraphistes de campagne, 18, place Stéphanie, Bruxelles.
 Greiner, Directeur de la Société Cockerill, Seraing.
 Grisar, Emile, Courtier, 81, avenue Isabelle, Anvers.
 Grisar, Ernest, Administrateur de la Société anversoise de commerce au Congo, 48, Rempart Kipdorp, Anvers.
 Groverman, Adrien, Propriétaire, rue des Foulons, Gand.
 Guillemin, avocat, 41, rue de Livourne, Ixelles.
 Guinotte, Léon, Avocat, 35, place de l'Industrie, Bruxelles.

H

Hage, Albert, 9, rue Courte des Pierres, Gand.
 Halfants, Alphonse, Étudiant, 29, rue de Diest, Tirlemont.
 Halot, Alexandre, 52, boulevard du Régent, Bruxelles.
 Hambye, Adolphe, Notaire, Mons.
 Hanarte, Gustave, Ingénieur, président du tribunal de commerce, Mons.
 Haneuse, Capitaine commandant au carabiniers, Bruxelles.
 Hamotte, Jean, Industriel, à Dolhain (Verviers).
 Hanssens, Léopold, Avocat, Liège.
 Hardenpont, Louis, Sénateur, Mons.
 Harten, Gustave, Ingénieur, 22, avenue de la Couronne, Ixelles.
 Hazée, Jean, Avocat, 54, rue de l'Étuve, Bruxelles.
 Heger, P., Docteur en médecine, 54, rue des Drapiers, Ixelles.
 Hendrickx, Amedée, Négociant, 32, Pêcherie, Gand.
 Hennau, Médecin vétérinaire, 2^e lanciers, 17, rue Lairesse, Liège.
 Henin, Jules, Ingénieur, Farciennes.
 Hennebicq, Léon, Avocat, 4, rue de Lausanne, Bruxelles.
 Hennequin, H.-L.-T., Capitaine commandant adjudant major de régiment, 4^{er} régiment de ligne, Gand.
 Hennequin, Emile, Général, directeur de l'institut cartographique militaire, La Cambre, Ixelles.

Hierlant, Achille, professeur à l'Université, 11, rue du Luxembourg.
 Hillebrand, lieutenant 1^{er} chasseurs à cheval, Tournai.
 Hollay, Paul, 13, rue de la Chancellerie, Bruxelles.
 Horstmanns, Albert, 32, rue Fétinne, Liège.
 Houzena de Lahaie, Ancien représentant, Hyon, près Mons.
 Huber, Marcel, Etudiant, 4, place Saint-Jean, Liège.
 Hublard, Emile, Docteur en sciences naturelles, Mons.
 Hymans, Paul, Avocat, 161, rue du Trône, Ixelles.

I

Institut cartographique militaire, La Cambre (Bruxelles).

J

Jacobs, F., Curé-doyen des SS. Michel et Gudule, 13, rue du Bois-Sauvage, Bruxelles
(membre protecteur).
 Jacobs, Fernand, 21, rue des Chevaliers, Ixelles.
 Jacob, A., Commissionnaire-expéditeur, 15 et 13, rue de la Sirène, Liège.
 Jacques, Hubert, 37-39, rue des Fabriques, Verviers.
 Jacques, Frédéric, Notaire, Vielsalm.
 Jacques, Docteur en médecine, 36, rue de Ruysbroeck, Bruxelles.
 Jaquet de Perrigny, Charles, Colonel, sous-directeur au Ministère de la guerre, 8, rue du Marquis, Bruxelles.
 Jansen, Adolphe-Emile, Fabricant d'armes, 41, rue de la Bruyère, Auderghem.
 Janssen, Camille, ancien Gouverneur de l'Etat Indépendant du Congo, 36, rue Veydt, Ixelles.
 Janssen, Leon, 127, rue Lesbroussart, Ixelles.
 Janssens, J., Lieutenant, 58, rue de la Prévoyance, Bruxelles.
 Janssens, Marcel, Avocat, 61, rue Ducale, Bruxelles.
 Janssens, R., Notaire, Tirlumont.
 Janssens, Victor, Journaliste, Mons.
 Jaspard, Henri, Avocat, secrétaire de la Commission royale des patronages, 237, rue Rogier, Schaerbeek.
 Jannin, D., Inspecteur-voier, Mons.
 Jenart, Gustave, Général commandant la province, 44, quai des Moines, Liège.
 Jottrand, Auguste, Avocat, boulevard Dolez, Mons.
 Jottrand, Barthol, Substitut du procureur général, 2, avenue Louise, Bruxelles.
 Jottrand, G., Avocat, 30, rue de la Régence.
 Julien, Léon, Lieutenant d'infanterie, chez M. Cochet-Julien, 37, rue du Mont-Blanc, Saint-Gilles.
 Jungers, Capitaine d'état-major, 20, rue Teichmann, Anvers.

K

Kahn, L., Chef d'institution (Institut international, langues et commerce), 174-176, chaussée d'Etterbeek, Etterbeek.
 Kumps, Gustave, Ingénieur en chef des ponts et chaussées, 88, rue du Prince-Royal, Ixelles.
 Kurth, Godefroy, professeur à l'Université, 6, rue Rouvroy, Liège.

L

- Lahaye, Charles, Ingénieur en chef, directeur des ponts et chaussées, 34, rue Pascale, Bruxelles.
- Lairien, Jules, Négociant-fabricant, 40, rue de la Montagne, Bruxelles.
- Lallemand, Alex., Professeur, 258, rue Royale-Sainte-Marie, Schaerbeek.
- Lambert, François, Industriel, 28, rue Heyvaert, Molenbeek-Saint-Jean.
- Landrien, Robert, Notaire, 12, boulevard Lousbergs, Gand.
- Landrien, Oscar, Avocat, 14, rue Bosquet, Saint-Gilles.
- Lans, Jules, ingénieur, 120, rue Froidmaet, Liège.
- Langlois, Alfred, Directeur au gouvernement provincial, Mons.
- Lardinois, Juste, Marchand-brasseur, Cuesmes-lez-Mons.
- Larmoyeux, Ernest, Ingénieur du corps des mines, 30, boulevard Dolez, Mons.
- Laurent, Odon, Ingénieur, directeur du charbonnage, Dour.
- Laurent, Professeur à l'institut agricole, Gembloux.
- Lavisé, Remy, Docteur en médecine, 7, rue des Deux-Eglises, Bruxelles.
- Lebacqz, Marchienne-au-Pont.
- Lebrun, Capitaine, 24, rue Seutin, Schaerbeek.
- Leclercq, F., capitaine adjudant-major au 5^e d'artillerie, 29, chaussée d'Ixelles, Ixelles.
- Leclercq, Jules, Juge au tribunal de 1^{re} instance, 25, avenue de l'Astronomie, Saint-Josse-ten-Noode.
- Leclercq, G., avocat, 22, rue Crespel, Ixelles.
- Lefevre, Eugène, Négociant, 24, Marché-aux-Poulets, Bruxelles.
- Lefevre, Camille-François, Capitaine commandant au 7^e d'artillerie au fort Sainte-Marie, Melsele.
- Legrand, Charles, Ingénieur-conseil, secrétaire de la Société belge des ingénieurs et des industriels, consul de Guatemala et vice consul du Chili, 47, rue des Palais, Schaerbeek.
- Legrand, Léon, Avocat, administrateur de la Banque du Hainaut, Mons.
- Le Grelle, Emile (comte), 154, boulevard Léopold, Anvers.
- Le Jeune, Charles, Courtier d'assurances, 53, rempart Kipdorp, Anvers.
- Le Maire, Albert, Capitaine au 1^{er} régiment d'artillerie, 11, rue Léopold, Malines.
- Lemaire, Charles-François, Lieutenant d'artillerie, Bruxelles. *Membre protecteur.*
- Lepreux, Omer, ex-capitaine du génie, directeur de la Caisse générale d'épargne et de retraite, 139, avenue d'Auderghem, Etterbeek.
- Lequarré, Nicolas, Professeur à l'Université, 37, rue André Dumont, Liège.
- Lesigne, A., Imprimeur, 23, rue de la Charité, Bruxelles.
- Letocart, Valère, Industriel, Mons.
- Leurs, Jean, Major commandant les chasseurs éclaireurs, 19, rue du Marteau, Bruxelles.
- Lhost, Max, chargé de cours à l'Université, Rivage Comblain-au-Pont.
- Liebrechts, Charles-Adolphe, Capitaine d'artillerie, 240, chaussée de Haecht, Schaerbeek.
- Liénart, Charles, Lieutenant d'artillerie, rue des Rentiers, Etterbeek.
- Lietart, Henri, négociant, 48, rue Vinave d'Ile, Liège.
- Lietart, J., Avocat, 140, rue Joseph II, Bruxelles.
- Linssen, Jean, Colonel commandant le 7^e régiment d'artillerie, 62, rue van Schoonbeke, Anvers.
- Lippens, Aug., 5, rue Digue de Brabant, Gand.

Lippens, H., avocat, 45, quai au Blé, Gand.
 Lobet, Léon, Fabricant de courroies, Verviers.
 Loomans, Charles, professeur émérite de l'Université, 48, rue Beekman, Liège.
 Lonay, 159, rue Varin, Liège.
 Loriers, Alexandre, rentier, 496, boulevard Anspach, Bruxelles.
 Lovens, Ivan, Président de la chambre de commerce, Liège.
 Lux, Capitaine commandant au 2^e chasseurs à cheval, à Mons.
 Luyten, Frantz, administrateur de l'Hôtel Ravenstein, 37, rue Dupont, Schaerbeek.

M

Mabille, Valère, Industriel, Mariemont.
 Maes, Capitaine d'état-major, rue Morris, Bruxelles.
 Maertens, Albert, Propriétaire, rue de la Croix, Gand.
 Magnay, Jules, Officier de réserve, 71, rue Maes, Ixelles.
 Mahaim, Ernest, Chargé de cours à l'Université, 45, rue de l'Etat Tiers, Liège.
 Mahillon et C^{ie}, Fabricants d'instruments de musique, 25, chaussée d'Anvers, Bruxelles.
 Mahillon, Henri, Fabricant d'armes, 7, rue de Loxum, Bruxelles.
 Maigret, Gustave, Industriel, Mons.
 Maisier, Guillaume, Industriel et échevin, Dolhain.
 Masius, J.-B., Professeur à l'Université, 16, rue Beekman, Liège.
 Maistriau, Eugène, Juge au tribunal de commerce, Mons.
 Malengrau, Major au 1^{er} régiment d'artillerie, Gand.
 Malevez, Eugène, Maître de forges, Rouillon (Annevoie).
 Mallinckrodt, W., Négociant, 2, rue Gounod, Anvers.
 Malvoz, Ernest, Docteur en médecine, 40, rue de Bruxelles, Liège.
 Marq, Avocat, Bourgmestre, Athis (près Doir).
 Maroy, Richard-Louis, Docteur en médecine, 48, rue de la Chancellerie, Bruxelles.
 Massart, Jean, Docteur en médecine, rue Grande-Haie, Etterbeek.
 Masui, Lieutenant d'artillerie, 46, rue Vaultier, Ixelles.
 Mathieux, Théophile, Contrôleur au ministère des chemins de fer, 56, rue de Danemark, Bruxelles.
 Mativa, Franz, 55, rue des Armuriers, Liège.
 Max, Adolphe, Avocat, 37, rue Joseph II, Bruxelles.
 Max, Emile, Chef de division au département des Chemins de fer, 260, rue de Brabant, Saint-Josse-ten-Noode.
 Mechelynck, Albert, Avocat, rue Digue de Brabant, Gand.
 Mechelynck, Oscar, 18, rue Sainte-Marguerite, Gand.
 Meganck, Louis, Avocat, 446, avenue de la Toison d'Or, Bruxelles.
 Meiser, Jean-Baptiste, Capitaine au régiment des carabiniers, 6, place Fontainas, Bruxelles.
 Melot, Albert, Avocat, 88, rue Jourdan, Saint-Gilles.
 Monbel, Georges, Exportateur et importateur, 407, boulevard du Hainaut, Bruxelles.
 Neuleman, Eugène, Vétérinaire au 4^{er} régiment de guides, 8, avenue d'Auderghem, Etterbeek.
 Meurise, Charles, Ingénieur, Marcinelle Charleroi.
 Michel, Charles, Professeur à l'Université, 440, avenue d'Avroy, Liège.

Milz, Lieutenant, 95, rue Souveraine, Ixelles.
 Misonne, Alphonse, Propriétaire, 10, rue de la Pacification, Saint-Josse-ten-Noode.
 Monmens, Courtier, à Ans.
 Monnoyer, Léon, Entrepreneur de travaux publics, 252, avenue Louise, Bruxelles.
 Montefiore-Levy, Sénateur, 35, rue de la Science, Bruxelles. (*Membre protecteur.*)
 Montéguie, Charles, Général, Mons.
 Morelle, H., Directeur général honoraire des ponts et chaussées, 545, avenue Louise, Bruxelles.
 Moyaux, Léon, Ingénieur honoraire au corps des mines de Belgique, Morlanwelz.
 Mueseler, Ingénieur, 65, rue des Guillemins, Liège.
 Mulleijans, Architecte, 5, avenue Blondeau, Liège.
 Mund, A., Courtier d'assurance, 27, Longue rue Neuve, Anvers. (*Membre protecteur.*)
 Muser, F.-W., ancien Consul d'Allemagne, 116, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles.
 Mussehe, G., Juge de paix à Glabbeek, Tirlémont.

N

Nagelmackers, E., Sénateur, boulevard d'Avroy, Liège.
 Navau, Georges, Etudiant, Hollogne-sur-Geer.
 Neiryneck, Gérard, 10, rue du Bois Sauvage, Pruxelles.
 Nerinckx, E., Agent de change, 98, rue du Prince Royal, Ixelles.
 Neef Orben, Octave, Industriel, Château de Sainval, à Tilff.
 Nève, Léon, Notaire, Gand.
 Niedéme, Emile, Médecin et Echevin, Tirlémont.
 Nihoul, M., 67, rue Van de Weyer, Schaarbeek.
 Notermans, Joseph, Distillateur, Hasselt.
 Noulet, Edouard, Ingénieur-constructeur, rue de l'Industrie, Strépy-Braquegnies.
 Nyssens, Albert, Ministre de l'Industrie et du travail, 1, rue Latérale, Bruxelles.

O

Olin, Frédéric, Ingénieur-constructeur, Cuesmes près Mons.
 Olivier, P.-M., Avocat, 54, rue Crespel, Ixelles.
 Orban, Paul, Industriel, 15, rue des Forgeurs, Liège.
 Orban de Xivry, Château de Gaillarmont, à Grivegnée.
 Ortmans, Maurice, Chef de service des armements de la Société Cockerill, 15, Canal des Brusseurs, Anvers.
 Orts, Pierre, Etudiant en droit, 50, rue Berckmans, Saint-Gilles.
 Otlet, Maurice, Propriétaire, 60, chaussée de Charleroi, Saint-Gilles.
 Otlet, Paul, Avocat, 57, rue de Livourne, Ixelles.
 Osterieth, Alfred, 17, rue du Robinet, Anvers.

P

Parmentier, Alb., rue Guimard, Bruxelles.
 Parmentier, Léon, professeur à l'Université, 47, rue Souverain-Pont, Liège.
 Peltzer, Edouard (père), Industriel, rue Trenché, Verviers.
 Peltzer, Oscar, 125, avenue Louise, Bruxelles.

Peemans, Agent de change, 47, rue de la Chancellerie, Bruxelles.
 Penninckx, Albert, Docteur en médecine, 32, rue du Progrès, Bruxelles.
 Peny, Camille, Colonel d'état-major commandant l'école de guerre, La Cambre, Ixelles.
 Persy, Adjoint sous-officier au 2^e régiment chasseurs à cheval, Mons.
 Petillon, Capitaine commandant, 217, avenue d'Auderghem, Bruxelles.
 Pety de Thozée, Gouverneur de la province de Liège, Liège.
 Picquoy, commandant, 80, rue Verboeckhaven, Saint-Josse-ten-Noode.
 Plas, Joseph, Avocat, 20, Vieux-Marché-aux-Grains, Bruxelles.
 Pluywers, Léon, Docteur en médecine, assistant à l'Université, rue Saint-Léonard, Liège.
 Pochez, Henri, Inspecteur général au ministère des finances, Trésorier général de l'Etat indépendant du Congo, 59, rue Faider, Bruxelles.
 Polis, Auguste, Chef des travaux de chirurgie à l'Université, 40, rue Jonville, Liège.
 Ponder Burneth, H., Quincaillier, 48, rue Pont d'Ile, Liège.
 Pourbaix, Victor, avocat, 21, avenue du Midi, Bruxelles.
 Prins, Adolphe, Inspecteur général des prisons, 69, rue Souveraine, Ixelles.

Q

Quenne, Edouard, général, Mons.

R

Raeymackers, Paul, Avocat et échevin, 27 rue de la Station, Tirimont.
 Raeymakers, Ph., Industriel, Mons.
 Raymakers, Henry, Industriel, Mons.
 Rahlenbeck, G., Avocat, 84, rue Berekmans, Bruxelles.
 Ramlot, Robert, Industriel (Société Union), Termonde.
 Renard, Attaché de légation, 51, avenue de la Porte de Hal, Bruxelles.
 Renette, lieutenant, 14, rue du Cadran, Bruxelles.
 Reuther-Petitjean, Négociant en métaux, 44, rue des Palais, Schaerbeek.
 Richir, Octave, 25, rue Le Carrège, Bruxelles.
 Rittweger, Ingénieur, 39, rue d'Arlon, Bruxelles.
 Rivier, Alphonse, Consul général de Suisse, professeur à l'Université de Bruxelles, 58, avenue de la Toison d'Or, Bruxelles.
 Robert, H., 40, Rampe-Saint-Wandru, Mons.
 Robette Fernand, 22, rue Rogier, Mons.
 Roget, Léon, Capitaine commandant au corps d'état-major, 417, rue de Stassart, Ixelles.
 Roland, Jules, 7, rue Velbruck, Liège.
 Rolin, Albéric, professeur à l'Université, 41, rue Savaen, Gand.
 Rolin, Edouard, Avocat, 461, avenue Louise, Bruxelles.
 Rolin, Ingénieur, 44^{bis}, rue du Paradis, Liège.
 Roland, Emile, Ingénieur, rue Audré Masquelier, Mons.
 Ropsy-Chaudron, Industriel, 39, rue de la Science, Bruxelles.
 Rooman, Candidat notaire, rue de Joyeuses Entrées, Louvain.
 Rooman, Marc, Propriétaire, 45, rue de la Croix, Gand.
 Rousseaux, Emile, Lieutenant au 8^e régiment d'infanterie, Anvers.
 Rousseaux, L., Capitaine commandant retraité, 38, rue du Métal, Bruxelles.

Rousseau, Eugène, Docteur en médecine, 6, rue de l'Impératrice, Bruxelles.
 Rutot aîné, Conservateur au musée d'histoire naturelle, 177, rue de la Loi, Bruxelles.

S

Sadoine, Eugène (baron), officier retraité de la marine royale, 13, place Broukaert, Liège.

Saintelette, Henry, bourgmestre, Mons.

Sarton, Arthur, Receveur des contributions, Iseghem (Flandre Occidentale).

Scarsez de Locqueneuille, Propriétaire, 84, rue de Stassart, Ixelles.

Scheyven, Auguste, Notaire, 8, rue du Moniteur, Bruxelles.

Schuler, Henri, Ingénieur de la Compagnie du gaz, 3, rue des Bayards, Liège.

Simonis, A., Industriel, rue du Collège, Verviers.

Simons, Alphonse, Administrateur des forges de Clahecq, 110, rue Blanche, Bruxelles.

Smekens, Théophile, Président honoraire du tribunal civil, 31, Avenue Quentin Metsys, Anvers.

Smets, Robert, Avocat, 13, rue de Bavière, Bruxelles.

Snyers, Aug., 7, rue Schaffen, Diest.

Soeckart, Emile, Docteur, bourgmestre de Jemappes.

Société anonyme de Waerschoot, 24, boulevard du Château, Gand.

Société malacologique, 47, rue Veydt, Bruxelles.

Solvay, Ernest, Industriel, rue des Champs-Élysées, Ixelles. (*Membre protecteur.*)

Sottiaux, Amand, Ingénieur directeur gérant, Braquegnies.

Spaeye, Edgard, Avocat, rue d'Angleterre, Gand.

Spée, Germain, Avocat, ancien greffier du tribunal de commerce, conseiller communal, 36, rue des Escrimeurs, Anvers.

Speyer, Herbert, Avocat, 52, rue Joseph II, Bruxelles.

Spinbayer, Jules, Commissionnaire-expéditeur, 3, rue de Spa, Verviers.

Stauffer, Jean, Industriel, Enghien.

Stern, Herman, 36, rue du Congrès, Bruxelles.

Sterpin, Abel-Arthur, Lieutenant d'infanterie à l'école de guerre, 67, rue de Bruxelles, Namur.

Stillemans (M^r), Evêque de Gand, Gand. (*Membre protecteur.*)

Stockman, Alphonse, rue de la Cure, Hougaerde.

Storms, Emile, Major, 146, chaussée d'Ixelles, Ixelles.

Story, Albert, Industriel, 5, rue Longue-des-Pierres, Gand.

Struyven, Arnauts, Hôtelier, Place de la Station, Tirlemont.

Swaen, Auguste, professeur à l'Université, 13, rue de Pitteurs, Liège.

Swinnen, Gustave, Notaire, Tirlemont.

Syoen, Charles, Notaire, Loo (Furnes).

T

Temmerman, F.-X., Abbé, Directeur de l'institut du Sacré-Cœur, 24, chaussée de Namur, Heverlé-lez-Louvain.

Thélic, Maximilien, Major au 2^e régiment de Ligne, 37, rue du Plateau, Gand.

Thiemann, Gustave, Capitaine commandant d'artillerie, 50, chaussée de Vleurgat, Ixelles.

Thiry, Georges, Avocat, 26, rue des Vingt-Deux, Liège.

Thiry, Charles, Capitaine d'état-major, 25, rue Van Dyck, Anvers.
 Thiry, Oscar, Négociant; rue Souverain-Pont, Liège.
 Thys, Albert, Major de réserve, 45, rue de la Concorde, Ixelles.
 Thiebaud, Fern., Ingénieur, Monceau-sur-Sambre.
 Tiberghien, Oscar, Industriel, Saint-Denis près Mons.
 Tibbaut, Victor, Avoué et juge de paix suppléant, 5, quai des Récollets, Gand.
 Tielemans, Louis, 31, Avocat, rue Dupont, Schaerbeek.
 Timmermans, Colonel, 258, rue Royale, Schaerbeek.
 Todroz, Ernest, Ingénieur, 95, rue de la Campine, Liège.
 Torsin, Armand, Avocat, 3, rue Crespel, Ixelles.
 Torsin, Léon, Avocat, Tirmont.

U

Uens, Léon, Ingénieur, 121, rue du Trône, Ixelles.
 Urban, Jules, Président de la Société du Congo pour le commerce et l'industrie,
 15, avenue des Arts, Bruxelles. (*Membre protecteur.*)

V

Vainir, Constant, Professeur à l'Université, 49, boulevard d'Avroy, Liège.
 Vanaudenaeren, Henri, Médecin, Tirmont.
 Van Brabant, Jos., Avocat, 51, rue des Violettes, Gand.
 Van Damme, Maurice, Sous-intendant de 4^e classe, 52, rue des Drapiers, Bruxelles.
 Vanden Abeele, Gustave, Industriel, 147 avenue des Arts, Anvers.
 Vanden Abeele, Maurice, 176, avenue des Arts, Anvers.
 Vandenbroeck, 39, place l'Industrie, Bruxelles.
 Vanden Corput, Docteur en médecine, président de la Commission médicale du Brabant,
 21, avenue de la Toison d'or, Bruxelles.
 Van de Nest, 242, rue Royale, Schaerbeek.
 Vanden Heuvel, Professeur à l'Université de Louvain, rue Savaen, Gand.
 Vanden Perre, Brasseur, 18, rue d'Italie, Ixelles.
 Van der Banck, Auguste, Colonel de cavalerie retraité, 4, boulevard du Jardin Zoologique, Gand.
 Vanderborcht, A., Industriel, 515, avenue Louise, Bruxelles.
 Vander Dussen, Directeur au ministère de l'intérieur, rue des Elangs Noirs, 24, Molenbeek-Saint-Jean.
 Van der Haeghen, D., Industriel, 5, boulevard du Jardin Zoologique, Gand.
 Vanderkindere, Marcel, Avocat, 97, avenue Brugmann, Bruxelles.
 Vanderlinden, Julien, Avocat, Représentant, 4, rue de la Tribune, Bruxelles.
 Vander Rest, Eugène, Professeur à l'Université de Bruxelles, 89, rue des Rentiers, Etterbeek.
 Vandersmissen, Adolphe, 5, square Marie Louise, Bruxelles.
 Vandersmissen, Edouard, Avocat, chargé de cours à l'Université de Liège, 16, rue du Gouvernement provisoire, Bruxelles.
 Vanderstappen, François, courtier en huile de palme, 85, avenue Isabelle, Anvers.
 Vandersteen de Jelay, F. (comte), Secrétaire de légation, 15, rue de la Loi, Bruxelles.
 Van de Ryst, Hyac., Inspecteur-adjoint de l'agriculture, rue de Maestricht, Tongres.

- Vanderzypen, Paul, Agent de la Banque Nationale, Tirlemont.
 Van Eeckhout, Pierre, Capitaine d'artillerie à l'Ecole de guerre, 10, rue Van Eyck, Bruxelles.
 Van Eetvelde, Edm., Secrétaire d'Etat, 51, rue des Drapiers, Bruxelles.
 Van Cameren, Gaston, 54, rue du Marteau, Bruxelles.
 Van Gèle, Alphonse, Capitaine commandant, 47, rue Prince-Royal, Ixelles.
 Van Halteren, Charles, Notaire, 9, rue du Parchemin, Bruxelles.
 Van Iseghem, Avocat, rue de la Longue-Haie, Bruxelles.
 Van Kerove, Général, commandant la 7^e brigade, Mons.
 Van Meenen, Maurice, 35, rue Berckmans, Saint-Gilles.
 Van Mons, Michel, Avocat, 57, rue des Drapiers, Ixelles.
 Van Ockerhout, Léon, Bruges.
 Van Oldeneel, Propriétaire, 114, rue de la Station, Louvain.
 Van Ontgaerden, Médecin, grand place, Tirlemont.
 Van Outryve d'Ydewalle, Stanislas (chevalier), château Saint-André lez-Bruges.
 Van Ryswyck, J., Bourgmestre, 30, avenue De Keyser, Anvers.
 Van Sprang, Henri, Lieutenant général, 115, rue Potagère, Saint-Josse-ten-Noode.
 Vanstraelen, Etudiant en droit, 78, rue de Bruxelles, Louvain.
 Van Tichelen, Joseph, Avocat, 51, avenue de la Reine, Schaerbeek.
 van Ypersele de Strihou, château des comtes, Lippeloo (Puers).
 Van Zuylen-Donckiers, fabricant de tabacs, 59, rue Bois-de-l'Evêque, Liège.
 Vauthier, Alfred, Avocat à la cour de cassation, 47, rue Bréderode, Bruxelles.
 Vauthier, René, Avocat, 47, rue Bréderode, Bruxelles.
 Vent, Gustave, Lieutenant colonel d'état-major, Chaudfontaine.
 Verbrugghe, Gustave, Lieutenant aux grenadiers, 8, rue Froissard Etterbeek.
 Verburgh, Gustave, Industriel, 486, rue Masui, Laeken.
 Verburgh, Eugène, Industriel, 190, rue Jolly, Laeken.
 Vercruyse, Sénateur, Gand.
 Verhees, Avocat, 25, rue Van Maerlant, Bruxelles.
 Vereecke, Arthur-Jules, Major retraité, directeur de l'Ecole de bienfaisance de l'Etat, Reckheim.
 Vermeersch, Oscar, Conseiller provincial, Termonde.
 Vinckenbosch, Edmond, Industriel, 43, rue Lougue, Tirlemont.

W

- Wahis (M^{me}), 244, rue Rogier, Schaerbeek.
 Waleffe, Albert, Docteur en médecine, médecin suppléant à l'hôpital militaire de Liège, Tilff.
 Walford, Georges-Paget, Courtier de navires, Anvers.
 Wathin, Edmond, chef de service de la Société Cockerill, 44, rue du Commerce, Seraing.
 Watremez, Théo., Rentier, Tirlemont.
 Wautier-Biset, Ignace, Commerçant, rue Charles II, Charleroi.
 Wauvermans, Henri, Lieutenant général en retraite, 36, rue Saint-Thomas, Anvers.
 Weber de Treuenfels, Louis (baron), Consul d'Autriche-Hongrie, Négociant, 9, rue Rubens, Anvers.
 Weissenbruch, Paul, Imprimeur, 45, rue du Poinçon, Bruxelles.
 Wendelen, Alfred, Avocat, 37, rue Saint-Lazare, Saint-Josse-ten Noode.

Avis et communications.

Le Bulletin paraît tous les deux mois; il est envoyé gratuitement aux membres de la Société d'ÉTUDES COLONIALES.

Le prix d'abonnement pour les personnes qui n'appartiennent pas à la Société est fixé à 12 fr. par an pour la Belgique; pour l'étranger, le port en sus.

Les travaux publiés dans le recueil doivent être signés par l'auteur. Leur publication n'engage pas l'opinion de la Société (art. 16 des statuts).

Tout ouvrage relatif à l'une des questions se rattachant aux études de la Société dont deux exemplaires seront adressés au Secrétariat de la rédaction, fera l'objet d'une mention au Bulletin ou d'un compte-rendu.

La Société offre l'échange du Bulletin avec les publications de toute autre Société poursuivant des études analogues aux siennes. En vue de réunir toutes les publications relatives, *en quelque point que se soit*, aux études coloniales, la Société serait heureuse de voir ses membres contribuer à l'extension de la bibliothèque; elle les prie de lui adresser les ouvrages, brochures, revues, dont ils n'auraient plus l'usage personnel.
